

relatório Parlamento Europeu

Francois Xavier Pelletier <fxpelletier@hotmail.fr>

qui 13/07/2023 08:15

Para:CPI das ONGs <cpiongs@senado.leg.br>;

Vous ne recevez pas souvent de courriers de la part de fxpelletier@hotmail.fr. [Découvrez pourquoi cela est important](#)

Bom dia,

Aqui nosso relatório que pode ser do seu interesse e que escrevemos a pedido do Parlamento Europeu. Ele testemunha os crimes cometidos por certas ONGs na Amazônia

escravidão e agricultura no brasil

<https://benoit-biteau.eu/wp-content/uploads/2021/12/Etude-Esclavagisme-et-agriculture-au-Bresil.pdf>

cordialmente,

François-Xavier Pelletier



L'arche du dauphin

17 700 - Saint-Saturnin du bois

France :

WhatsApp : +33 672 63 07 36

fixe : (33) 546 28 11 27

fxpelletier@hotmail.fr

www.hommenature.com



Esclavagisme et agriculture au Brésil



Enquête et rédaction

Magnólia Gonçalves de Oliveira

François-Xavier Pelletier

Homme Nature

14 rue des Tilleuls - 17700 St Saturnin du bois - Fr

Tél +33 (0)5 46 28 11 27 / +33 (0)6 82 42 94 39 - homme.nature17@orange.fr

www.hommenature.com

Sommaire

1. Présentation de Benoit Biteau - Député européen - pages 3 et 4
2. Introduction - pages 5 et 6
3. L'esclavage et le travail esclave au Brésil - pages 7 à 12
4. ISA - pages 13 à 20
5. Raimundo Francisco Belmiro Dos Santos - pages 21 à 24
6. Denis Cruz Curuaia - pages 25 à 31
7. Lucio Vale de Souza - pages 32 à 34
8. casa de apoio (maison d'assistance) - pages 35 à 38
9. Des témoignages concordants - pages 39 à 42
10. L'État du Maranhão, un esclavage tardif - pages 43 à 46
11. histoire inédite d'un esclavage clandestin - pages 47 à 51
12. Production de cacao bio, escroquerie ou travail esclave ? pg 52 à 54
13. ethnocentrisme - pages 55 à 59
14. La face cachée des 7 palmeiras - pages 60 à 68
15. Glossaire - pages 69 et 70
16. conventions OIT ratifiées par le Brésil - pages 71 à 74
17. conventions OIT non ratifiées par le Brésil - page 75



Avant-propos

La conclusion de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur reste d'actualité. Depuis des décennies nous dénonçons pourtant l'impact négatif qu'il aurait sur la forêt amazonienne. La demande de soja pour les fermes usines européennes continue de croître. L'Union européenne est co-responsable de cette catastrophe écologique et climatique. Année après année, les feux de forêt envoient des millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Sur les terres brûlées poussent les plantations de soja qui laisseront la place, quelques années plus tard, à des ranchs extensifs.

Derrière les dégâts environnementaux se cachent une réalité encore plus sordide : celle de l'esclavage. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants travaillent sans être payés. Ils ne reçoivent qu'un peu de nourriture. J'ai commandé une étude à François-Xavier Pelletier et Magnólia de Oliveira sur cette réalité. Présente depuis des années dans cette région, leur association a réalisé des documentaires sur les dégâts de projets gigantesques, comme le barrage de Belo Monte. ils ont recueilli de nombreux témoignages sur l'esclavage. Le rôle trouble joué par certaines organisations non gouvernementales et des personnalités originaires des peuples autochtones est mis en lumière. Le Brésil apparaît alors dans toute sa complexité et ses contradictions.

Les autorités brésiliennes évaluent à 40 000 le nombre de personnes esclaves dans le pays. Des actions ont été entreprises par les autorités pour libérer ces femmes et ces hommes. Des programmes sont mis en place pour les accompagner dans la reconquête de leur liberté, mais les moyens mobilisés restent dérisoires au regard de l'immensité de ce territoire et de la difficulté de s'y déplacer.

Les éléments rapportés par François-Xavier Pelletier et Magnólia de Oliveira soulignent la gravité de la situation. Le Brésil refuse toujours de ratifier le protocole relatif à la convention sur le travail forcé de 2014. Est-ce acceptable ? Non.

Le Président actuel du Brésil Jair Bolsonaro a décidé d'arrêter la dénonciation publique des pratiques d'esclavage en prohibant la publication de la *ficha negra* (liste noire) qui permettait pourtant de mettre la pression sur les esclavagistes.

La Commission européenne souhaite interdire les importations de produits fabriqués à partir du travail d'esclaves. Nous ne pouvons que la soutenir dans cette démarche. Une enquête sérieuse doit être menée pour que nous ayons une connaissance réelle de la situation au Brésil.

Nous ne pouvons pas accepter que du soja produit par la sueur d'esclaves réduise les coûts de production des fermes usines à viande de Bretagne ou du nord de l'Allemagne.

Cette étude est le premier élément que je mettrai à la disposition de Madame Von der Leyen pour la persuader de mener son action jusqu'au bout.

Benoit Biteau
Député européen

Introduction

Notre Association Homme Nature travaille depuis 1992 en Amazonie grâce à de très nombreuses et longues missions de recherche, d'investigation de terrain et de réalisations de documentaires, sur l'humain et son environnement, en étroite collaboration avec toutes les communautés traditionnelles, qui nous ont communiqué leur savoir, leur mode de vie mais aussi et surtout les persécutions qu'ils subissent au quotidien.

Le système économique et social brésilien en Amazonie légale, (Roraima, Amapá, Amazonas, Pará, Maranhão, Acre, Rondônia, Mato Grosso, Tocantins) repose sur le travail esclave, les menaces, la corruption et la loi du silence. Ces crimes ne se limitent malheureusement pas aux fameux exploiters « officiels » de l'Amazonie comme les fazendeiros, madeireiros, mineradores, mais aussi à certaines Ongs et institutions, nationales ou internationales, les représentations communautaires... avec la complicité des Autorités locales et fédérales.

Le système politique au Brésil n'est pas lié à de réelles convictions de droite ou de gauche, mais à des réseaux de pouvoir et d'influence. A titre d'exemple, Washington Luís de Oliveira, maire de Bacuri (Maranhão) était membre du PDT (Parti démocratique travailliste-membre de l'internationale socialiste) pour entrer juste avant les dernières élections municipales au PSC (Partido social Cristão), le parti du député fédéral Aluísio Mendes, proche de Bolsonaro. Grâce à son appui, Washington, inéligible car condamné comme « ficha suja » pour détournement d'argent, a pu se représenter à Bacuri et être élu dans des conditions très douteuses. Il est étroitement lié aux descendants de négriers qui font perdurer l'esclavage, de façon plus « moderne » et insidieuse.

Beaucoup d'occidentaux se sont trompés croyant Lula « de gauche », alors que lui-même a toujours refusé cette affiliation en se présentant comme syndicaliste. Sa politique a été très ambiguë. D'un côté il a décrété vouloir éradiquer la misère avec des programmes très populistes comme la « Bolsa família ». Mais il a continué à préserver les riches et faire le jeu de l'agro-négoce. La forêt n'a jamais autant brûlé que sous sa présidence lorsque Marina Silva était sa Ministre de l'environnement. Il est aussi à l'origine, avec Dilma, du barrage de Belo Monte qui est une catastrophe environnementale, économique et sociale, qui fait de cette région, autrefois paisible et riche, un foyer de violence et de misère. Magnólia est depuis deux mois dans cette région, pour actualiser nos données, nécessaires à ce rapport. Les témoignages recueillis sont terrifiants.

Bolsonaro n'a trompé personne, excepté dans sa prétendue lutte contre la corruption. Il n'a jamais caché sa volonté d'exploiter les ressources de

la forêt amazonienne, au détriment de ses habitants et de son environnement. Il ne fait que prolonger la politique de ses prédécesseurs, avec maladresse et provocation. Mais le mal est beaucoup plus profond, au sein même de la société brésilienne qui n'a jamais délaissé l'esclavage et l'opportunisme du pillage. Cet héritage ne date pas de la colonisation de ce continent par les occidentaux. Les Indiens eux-mêmes étaient des colons qui ont « remplacé » les populations noires (africaines ou australiennes) qui y vivaient 50 000 ans avant eux, peut-être même 100 000 ans selon l'archéologue franco-brésilienne, Niède Guidon, la plus expérimentée sur notre connaissance des premiers habitants du continent brésilien.

Certaines tribus indiennes, comme les Tukános ou les Tupinambás, ont aussi pratiqué le pillage et l'esclavage, avant d'être esclavagisées à leur tour par les colons européens. Contrairement aux fake news que propagent les « défenseurs » de ces « prétendus » gardiens de la forêt », des Indiens vendent leurs immenses richesses (bois, or, biodiversité etc...) aux madeireiros, garimpeiros, ONGs, multinationales. Les plus médiatisés sont détenteurs de territoires gigantesques. A titre d'exemple les territoires Kaiapós démarqués, au bénéfice de seulement 7000 indiens, couvrent une superficie de 15 millions d'hectares... Le double de la région Nouvelle Aquitaine.

Quiconque désire connaître la réalité devrait écouter les communautés et non ceux qui prétendent malhonnêtement les représenter.

Le filtre très opaque qui dissimule cette triste réalité ne peut-être retiré que grâce à une enquête minutieuse et la confiance de témoins invisibles, forcés à rester silencieux. Toute révélation de ces crimes est souvent sanctionnée par la mort, comme celle de notre ami et incorruptible indien Alikafu Xipaiá, assassiné par un pistoleiro indien Munduruku, après avoir accusé de corruption, dans notre documentaire « les invisibles de Belo Monte », certains caciques comme Raoni.

Donner la parole à ces oubliés de l'Amazonie, de toutes origines, n'est pas sans risque. Nos têtes ont été mises à prix dès les premiers jours de notre départ en bateau dans la volta grande do Xingú pour enquêter sur les dessous de Belo Monte, en octobre 2011 (4 années de recherche, puis sur notre découverte au Maranhão, d'un esclavage toujours présent, à partir d'octobre 2016 (4 ans de recherche et 22 000 km d'exploration).

Ce rapport est focalisé sur ces deux régions réputées les plus violentes et socialement sous-développées du Brésil, malgré de grandes richesses naturelles : Le Maranhão et le sud Pará, qui vivent encore l'esclavage et le travail esclave.

Ce rapport n'a pas la prétention d'être exhaustif. Il offre des témoignages détaillés, objectifs et expérimentés qui interrogent sur les versions officielles. Une commission d'enquête neutre serait nécessaire.

L'esclavage et le travail esclave au Brésil

Les « nègres » bâtisseurs du Brésil moderne

Les premiers Africains sont arrivés au Brésil en 1550. Ils seront plus de 5 millions jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle à être féroce­ment kidnappés et dépossédés de leurs biens en Guinée, Angola, Congo mais aussi Mozambique, comme nos recherches nous l'ont démontré.

100 000 au XVI^{ème} siècle, 2 millions au XVII^{ème}, 2 millions au XVIII^{ème}, 1,5 million au milieu du XIX^{ème}. Les statistiques officielles s'arrêtent là, mais elles sont largement minimisées. Tous les esclaves n'étaient pas déclarés.

On estime à 12,5 millions le nombre d'esclaves embarqués en Afrique à bord de navires négriers. 1,8 millions seraient morts durant la traversée. Pour 40% d'entre eux, leur destination était le Brésil.

La raison de ce trafic n'était pas basée sur le racisme mais l'exploitation des ressources pour « construire » le pays, après avoir exploité durant un siècle les Indiens dans les plantations de canne à sucre. Ces nouveaux esclaves, les « nègres », les ont remplacés pour la canne mais aussi dans les mines d'or et de diamants, les plantations de café, de coton, de tabac, les élevages intensifs, les services domestiques. Ils ont été achetés, revendus, loués...

Déjà en 1831, une première loi abolissant le commerce d'esclaves n'avait pas été appliquée, avec la complicité du gouvernement. La seconde loi de 1850 ne sera officiellement respectée que 7 ans plus tard.

Mais nos propres recherches dans l'État du Maranhão nous ont fait découvrir que ce trafic était encore très florissant jusqu'au début du XX^{ème} siècle, en raison de l'isolement de cette région, la complexité de la navigation à cause des haut-fonds et des forts courants de marée, la multitude de rios (rivières), d'igarapés (cours d'eau étroits) et d'îles qui offraient aux négriers de nombreux ports clandestins et voies de fuite.

Une abolition qui a construit l'esclavage moderne

La fameuse Lei Áurea qui a officiellement déclaré l'abolition de l'esclavage le 13 mai 1888, n'était qu'un leurre. Elle n'a été signée que pour permettre l'immigration d'esclaves, blancs cette fois, venus d'Europe en pleine crise économique, pour travailler durement dans les plantations. De l'esclavage « servile », le Brésil est passé à l'esclavage « libre », sur la pression des abolitionnistes pour qui le terme esclave ne pouvait être attribué qu'à des « nègres ». Ces européens venaient chercher l'emploi, même précaire, que leur pays ne pouvait plus leur offrir. Ils sont les ancêtres de cet esclavage moderne qui gangrène la société brésilienne d'aujourd'hui.

Cette loi Áurea sensée libérer les esclaves les a définitivement dépossédés de leur avenir. Grâce à cette abolition les négriers ont conservé leurs terres et ont été indemnisés. Les esclaves affranchis se sont retrouvés démunis de tout. Sans terre, sans éducation, ils ne pouvaient que retomber dans une forme d'esclavage « plus moderne », plus rentable, pour les « négriers » du XXème siècle. 77% de ces esclavagisés sont des « nègres » ou des « pardos » (métis).

L'esclavage ancien était officiellement et juridiquement autorisé. Le coût d'acquisition de la main-d'œuvre était élevé. La richesse d'une personne se calculait par le nombre d'esclaves en sa possession. L'interdépendance était de longue durée. Les profits générés étaient faibles puisque les esclavagistes devaient supporter tous les frais d'entretien de leurs esclaves.

L'esclavage moderne est interdit par la loi. Le coût d'acquisition de la main-d'œuvre est très faible. La relation est de courte durée et les profits sont élevés, car les esclaves d'aujourd'hui sont des hommes « libres », qui, dans la plupart des cas, ne reçoivent pas le salaire qui leur a été promis et ne bénéficient d'aucun droit du travail. Le gîte et le couvert leur est facturé.

Pire. Les esclaves d'autrefois étaient sous la protection de leur maître qu'ils appelaient Rei, le roi. Nul ne pouvait les harceler sans devoir rendre des comptes. Les esclaves d'aujourd'hui ne sont la propriété de personne, et ne sont donc localement protégés par personne.

La loi brésilienne est très ambiguë à ce sujet.

Le travail esclave contemporain est un crime au regard de l'art. 149 du Code Pénal, modifié par la Loi n. 10 803, du 11 décembre 2003. Avant cela, pour que le travail soit considéré forcé, la législation imposait à l'employeur que sa victime soit totalement soumise à sa volonté. Ce n'est pas toujours très évident à prouver.

Mais le changement rédigé par cette nouvelle loi n'est pas toujours suffisant pour convaincre certains juristes car le stéréotype de l'esclavage légalisé au Brésil continue à influencer certains hommes de loi qui n'acceptent pas de réduire ce crime à l'esclavage s'il n'y a pas d'incarcération avérée. Même si la mauvaise foi est évidente, la plupart des juristes sont des blancs, souvent liés de près ou de loin aux descendants de négriers.

Pourtant la définition juridique brésilienne du travail esclave moderne est très claire:

- Soumettre le travailleur au travail forcé
- Journées épuisantes

- Conditions de travail dégradantes
- Restrictions en raison d'une dette contractée auprès d'un employeur ou d'un mandataire.
- Empêcher l'utilisation de tout moyen de transport par le travailleur, afin de le retenir sur le lieu de travail
- Maintenir une surveillance ouverte sur le lieu de travail afin d'éviter les fuites et surveiller l'exécution des travaux
- Saisir les documents ou effets personnels du travailleur, afin de le retenir sur le lieu de travail

Des esclavagistes en dehors de tout soupçon

Actuellement le travail esclave se concentre principalement dans la production de charbon de bois, la sidérurgie (la fabrication de fonte se faisant au charbon de bois), les mines et l'orpaillage, les scieries, les tuileries et briqueteries, les exploitations agricoles (production d'agrumes, de café, de caoutchouc naturel, de cacao) et d'élevage, les sociétés de reboisement et de cellulose, la production de semences et de fourrages.

Mais aussi au sein des réserves extrativistes (Resex) comme celles gérées par ISA et ICMBio sur les rios Xingu et Iriri. (Pará). Nous avons des centaines de témoignages concordants des habitants de ces Resex qui nous décrivent la misère, les menaces, les détournements d'argent de projets, les garimpos, les extractions de bois, les carvoarias (exploitation du charbon végétal). Nous sommes très loin de l'image de la défense de la forêt, des Indiens, des Ribeirinhos, des droits de l'homme, que ces Institutions veulent montrer à l'international, en échange de subventions très conséquentes, notamment en provenance des USA, la Norvège, l'Allemagne.

Des efforts, mais peut mieux faire

Les différents gouvernements ont fait des efforts pour lutter contre cet esclavage moderne.

- Le Ministère public du travail (MPT) a créé sur son site internet un système de dénonciation anonyme avec publication de documents pédagogiques ou des émissions internet comme la « journée ipê sur les innovations pour combattre le travail esclave. Il a été créé une liste noire (lista suja), des employés coupables ou soupçonnés de travail esclave.
- le BIT (bureau international du travail) et le gouvernement brésilien ont lancé en 2002 un projet de coopération technique intitulé «Combattre le travail forcé au Brésil».

- Il a été créé un groupe spécial d'Inspection mobile (Grupo Especial de Fiscalização Móvil) composé d'inspecteurs du travail, de policiers fédéraux et de procureurs du droit du travail. Au cours des 14 dernières années, ce Groupe a sauvé environ 30 000 travailleurs esclaves. Il appartient au DETRAE (division de contrôle et éradication du travail esclave - Divisão de Fiscalização para a Erradicação do Trabalho Escravo) lui-même rattaché au SIT (sous-secrétariat de l'Inspection du Travail - Subsecretaria de Inspeção do Trabalho). Ces opérations sont toujours très spectaculaires avec la participation du Ministère Public du Travail, d'un défenseur fédéral, d'inspecteurs du travail, des policiers fédéraux armés et parfois en hélicoptère.
- Le Ministère de la Justice a créé le 4 février 2013, par le décret no 7901, la CONATRAP, (comité national de lutte contre le trafic des personnes - Comitê Nacional de Enfrentamento ao Tráfico de Pessoas)
- Le secrétariat au Brésil de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) est très actif. *(en fichier annexe les conventions ratifiées ou non par le Brésil)*
- l'Instituto Carvão Cidadão (ICC - Institut du charbon citoyen) a été créé par 14 entreprises pour superviser les producteurs de charbon dans le Nord du Brésil et éliminer le travail forcé dans l'industrie de l'acier.
- Chaque 28 janvier est célébrée la journée nationale du combat contre le travail esclave.
- La « Comissão Pastoral da Terra » (CPT) est très active pour inciter les travailleurs esclaves à la dénonciation et aider ceux qui ont été sauvés par le MPT.

Un changement radical de la société est nécessaire

Malheureusement c'est encore très insuffisant. Chaque année sont estimés 40 000 travailleurs, victimes de conditions proches de l'esclavage. Le problème est particulièrement grave dans les Etats agricoles du Piauí, Maranhão, Pará et Mato Grosso, en raison de la pauvreté endémique et de distances interminables, où il est très difficile de détecter les violations.

- Le « gata » (chat) qui est l'intermédiaire, le contrôleur ou même le pistoleiro des esclavagistes, est très vigilant et s'appuie sur tout un réseau d'informateurs qui le préviennent d'une opération de contrôle. La majorité de ces travailleurs esclaves vivent en milieu rural, très isolé, très peu accessible, les contrôles sont très compliqués, voire inefficaces.
- Ces opérations ne sont pas sans risque. Un drame hante encore les esprits au sein du MPT. En 2004, à la Chacina de Unaí (Mato Grosso), 3

inspecteurs et leur chauffeur ont été assassinés. Les mandataires sont toujours en liberté.

- Bolsonaro a décidé de supprimer la publication de la liste noire (lista suja), sous prétexte de la loi générale de Protection des données. (LGPD - Lei Geral de Proteção de Dados) Selon lui ce serait une atteinte à la vie privée qui pourrait être contestée par les employeurs, comme les employés, et retarderait la procédure de contrôle.
- Autrefois il y avait 8 groupes d'intervention mobiles du MPT (DETRAE). Désormais ils ne sont plus que 4.
- La grande majorité des travailleurs esclaves sont illettrés ou peu éduqués. Ils ne savent pas utiliser internet, un ordinateur ou même un simple smartphone. Ils sont menacés par les « gatas », toujours armés. En cas de fuite, les représailles retombent sur leur famille. Car les esclavagistes s'informent sur chacun de ses « employés », grâce aux documents exigés à leur arrivée et à un interrogatoire habilement mené.
- Ces travailleurs sont rarement kidnappés. Ils viennent de leur propre chef, avec l'espoir d'un avenir meilleur qui leur permettrait d'entretenir leur famille. Ils sont donc plus vulnérables, moins révoltés, avec le sentiment de culpabilité de ne pas avoir « senti » le piège.
- La corruption à tous les niveaux de la société rend impossible ou même dangereuse, la confession d'un « esclave » à autrui. Les journaux locaux ou les rapports de police regorgent de découvertes de corps assassinés, démantelés, décapités, brûlés pour les rendre inidentifiables.

Beaucoup d'efforts pour un maigre résultat.

Malgré toutes ces difficultés le MPT est parvenu à sauver 45 000 travailleurs de 2003 à 2018. 55 000 en 25 ans. Le record est en 2007 avec 6025 travailleurs sauvés.

En 2019, sur 267 établissements contrôlés, 111 présentaient les caractéristiques de travail esclave, dont 87% en milieu rural, dans les productions de charbon végétal (121), de café (106), de maïs (67), dans l'élevage pour la viande (95), le commerce de détail (79), la confection de tissus (35), la construction civile (18), les services domestiques (14), la construction d'autoroute (12), l'entretien des rues (11). 1054 travailleurs ont été sauvés.

En 2020, 266 établissements ont été contrôlés et 942 travailleurs retirés de l'esclavage.

Mais pour une durée incertaine. Un travailleur a été sauvé 4 fois, car il est à chaque fois revenu à la même situation, dans un endroit différent. Sans formation, sans argent, sans contact, il n'a pas eu d'autre choix

que de retomber dans ce piège parfaitement organisé grâce à tout un réseau mafieux et corrompu.

Beaucoup d'entre eux sont étrangers: Haiti, Venezuela, Bolivie.

Durant une opération de sauvetage, Il est lu à l'employeur, s'il est présent ce qui est rarement le cas, ses devoirs et les ajustements nécessaires, conformément à la loi. (TAC - Termo de Ajustamento de Conduta). Les travailleurs sont emmenés par la police fédérale, consultés par un médecin, nourris. Il leur est donné à chacun 4000 reals par personne. 4 millions de reals ont été versés à 1000 personnes, 915 contrats ont été régularisés.

Ville	Nombre
Ulianópolis	1.288
São Félix do Xingu	817
Marabá	646
Pacajá	617
Santana do Araguaia	368
Itupiranga	354
Redenção	265
Altamira	234
Tomé-Açu	172
Água Azul do Norte	141
Brejo Grande do Araguaia	122
Medicilândia	108
Eldorado dos Carajás	103

Travailleurs esclaves sauvés entre 2003 et 2018 dans l'État du Pará.

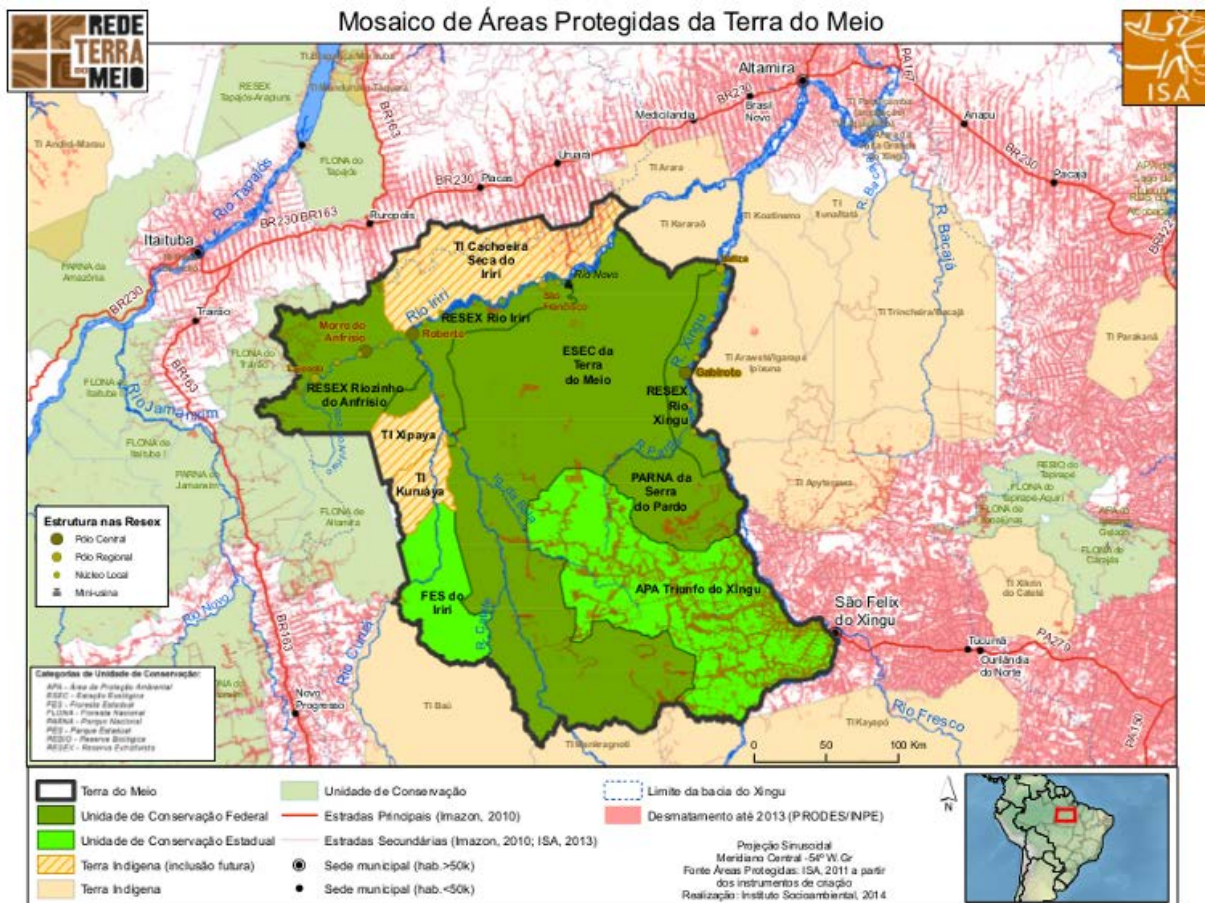
Ces opérations peuvent être efficaces en milieu urbain, mais pas dans les 4 états les plus touchés par ce fléau : Piauí, Maranhão, Pará et Mato Grosso. Mais 80% des travailleurs esclaves au Pará viennent du Maranhão. Nous en expliquerons les raisons.

ISA (Institut socio ambiental) accusé de travail esclave

De réputation mondiale, largement financé par des pays européens (Norvège et Allemagne), les USA, soutenu par Marina Silva et « ses amis », cet Institut est l'arbre qui cache la forêt de la corruption, du travail esclave et de l'écocide.

Ils ont acquis leur notoriété grâce à une communication très agressive, efficace et mensongère, qui offre aux non-initiés l'image d'un Institut dédié à la protection de la forêt amazonienne et des Amérindiens.

Leur création dans le sud du Pará de trois Resex (réserves extrativistes) dans la Terra do Meio, (Xingú - Iriri), et leur « assistance » à trois aldéias indigènes (Trincheira Bacajá, Tukumã, Tukayá) peut sembler, à les écouter et les lire, idyllique socialement, économiquement, environnementalement, culturellement.



D'un côté Ils prétendent lutter contre le Barrage de Belo Monte, et de l'autre ils sont partenaires de Norte Energia qui leur verse de fortes subventions, à travers leurs associations de complaisance.

Ils prétendent défendre la forêt alors que dans leurs Resex les garimpos et les extractions de bois n'ont jamais cessé.

Ils prétendent défendre les extrativistes alors qu'ils les exploitent comme des esclaves modernes.

Les pêcheurs du Xingú en révolte contre Norte Energia et ISA

Ils prétendent défendre les Ribeirinhos et les pêcheurs alors qu'ils utilisent tous les moyens pour déstabiliser et récupérer leur résistance.

A l'exemple de cette manifestation des pêcheurs contre le barrage de Belo Monte, à laquelle nous avons participé. Pour les aider nous avons réalisé un reportage qu'ils ont emmené à Brasília afin de convaincre la présidente d'IBAMA de venir à Altamira négocier avec les pêcheurs.



Images extraites de notre reportage. Ce barrage était destiné à empêcher le ravitaillement de Norte Energia en équipement et combustible.

Ils y ont réussi. Mais lors de la réunion, ISA s'était invité alors qu'ils n'avaient rien fait pour aider cette lutte légitime. Pire. Ils ont tout tenté pour nous en exclure, avec l'aide de leurs complices de Norte Energia qui leur a attribué un gros budget de recherche complaisante.

C'est ainsi qu'ils fonctionnent, comme beaucoup d'autres ONGs qui se prétendent « altruistes et humanitaires ». Ils écartent tous ceux qui se battent aux côtés des communautés et ils profitent de ces drames pour récupérer des budgets à leur propre bénéfice.

Lucio, le président de la « colonie des pêcheurs Z-57 » d'Altamira, nous parlera dans un autre chapitre des malversations d'ISA contre les pêcheurs du Xingú.

ISA, exemplaire du pire exemple de greenwashing.

Pour convaincre, ISA ne cesse de faire des conférences et des visites très médiatisées devant un public complaisant d'environnementalistes ou de chercheurs brésiliens et étrangers.



Mais les centaines de travailleurs esclaves, y compris les enfants et les personnes âgées, qui travaillent dans ces Resex et y vivent la misère, n'y sont jamais conviés. Ils ont même interdiction, d'après nos centaines de témoignages, de communiquer avec eux, sous peine de représailles. Une façon peu démocratique de taire la vérité sur un véritable esclavage, à l'abri des regards.



Les pêcheurs, ribeirinhos et petits agriculteurs qui n'ont pas adhéré à leurs associations corrompues par Norte Energia (Conselho Ribeirinho - Cooperativo dos pescadores) n'étaient pas présents à leur grande messe internationale « Amazônia Centro do Mundo » qui n'a apporté qu'une vision très partisane de la situation en Amazonie.

Méthodologie du greenwashing made in ISA

- Séduire et tromper l'opinion internationale généreuse et légitimement concernée par la déforestation et l'écocide en Amazonie.
- S'entourer de personnages emblématiques corrompus, donc malléables.
- Créer des Associations communautaires, sous contrôle, qui servent à recevoir des financements indirects, pas toujours verts...
- Se garantir l'appui d'influenceurs aux objectifs multiples et très discrets.
- Créer des réserves extrativistes officiellement vertueuses mais très fermées aux regards indiscrets.
- Vanter la qualité de produits, en occultant l'esclavage des producteurs.
- Combattre par tous les moyens les opposants gênants.
- Préférer pactiser avec les responsables de l'écocide plutôt que leurs victimes.
- Donner priorité à la communication

Naissance de ISA, un accouchement en eaux troubles

Fondée le 22 avril 1994, ISA est une association qualifiée OSCIP. (organisation de la société civile d'intérêt public) par des personnes en lutte pour les droits sociaux et environnementaux et destinée à défendre les biens et droits sociaux, relatifs à l'environnement, au patrimoine culturel et aux droits humains des peuples.

Les centaines de témoignage que nous mettons à disposition, prouvent l'exact contraire. Les populations du Xingú sont révoltées par ces deux institutions ISA et ICMBio qui les exploitent, les menacent et utilisent leur image pour récupérer des budgets faramineux grâce à la rédaction de projets qu'ils ne mettent jamais à exécution.

Initialement soutenue par les réseaux catholiques, en particulier norvégiens comme le NCA, le CAFOD, l'ICCO, le NORAD, ISA ne va réellement exister qu'à partir de 2003 avec la nomination de Marina Silva comme Ministre de l'Environnement sous la présidence de Lula. En 2004 elle va leur offrir l'opportunité de la création de ces Resex, en Terra do Meio, sur le Xingú et l'Iriri.

Mais en 2007, avant de quitter le gouvernement un an plus tard, elle crée l'ICMBio (Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité), avec comme objectif de gérer 300 réserves écologiques et biologiques, totalisant une superficie de 770 000 km². ISA est alors « invité » à s'associer à ICMBio. Tout cela pourrait sembler idyllique si les faits d'aujourd'hui ne prouvaient pas le contraire de ce qui avait été annoncé. ISA doit aussi s'associer indirectement aux évangélistes qui soutiennent et financent Marina Silva. Au Brésil les évangélistes sont davantage liés à

l'agro-négoce, au développement « sauvage » et à Bolsonaro, plutôt qu'à la protection de l'environnement et des populations traditionnelles...

Pour rappel, selon les chiffres de l'INPE (Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais), Les feux de forêts les plus importants ont eu lieu durant la présidence de Lula, et notamment avec Marina Silva, comme Ministre de l'environnement, avec 8 records du nombre de feux. 275 645 en 2004. Même chose en ce qui concerne la déforestation avec ce record de 27 772 Km2 en 2004.

On est très loin de la philosophie de Chico Mendes, véritable syndicaliste et militant écologiste.

Marina acoberta Natura para abafar escândalo sobre biopirataria



Marina e Capobianco, homem de confiança que a ajudou a embarrear processos contra Natura no Ministério

A gauche Marina Silva avec João Paulo Capobianco, à droite avec Beto Ricardo, deux « piliers » d'ISA.

Dans cet article : « Marina couvre Natura pour étouffer le scandale de biopiraterie » il est écrit :

Le passage de Marina Silva au ministère de l'Environnement, entre 2003 et 2008, a été fructueux pour son avenir politique. A l'époque comme aujourd'hui, elle peut compter sur la présence dévouée de João Paulo Capobianco, biologiste, photographe et environnementaliste qui, depuis lors, a déjà signalé sa manière particulière de comprendre les frontières entre l'entreprise privée et la défense de la souveraineté nationale.

Fondateur d'ONG telles que Fundação SOS Mata Atlântica, Instituto Socioambiental (ISA), Mata Atlântica NGO Network et le Forum brésilien des ONG, en tant qu'homme de confiance de Marina, il a également été membre du Comité exécutif national du Parti vert. Capobianco est actuellement l'un des principaux directeurs de l'Institut pour la démocratie et la durabilité (IDS), une organisation non gouvernementale

qui regroupe Neca Setúbal (propriétaire de la banque Itaú et coordinateur du programme gouvernemental de Marina), Eduardo Giannette (conseiller économique de Marina), Basileu Margarido (ancien patron du Ministère de l'Environnement et d'Ibama, également trésorier de la campagne) et Guilherme Leal (propriétaire de la société de cosmétiques Natura) au sein de son Directoire etc....

Pour lire l'article en entier et en français :

<https://www.dropbox.com/s/1d9ng92xbx6vrps/Marina%20couvre%20Natura%20pour%20%C3%A9touffer%20le%20scandale%20sur%20la%20biopiraterie.pdf?dl=0>

Les victimes de cette bio piraterie sont les Indiens Ashaninkas de l'État d'Acre.

Pour en savoir davantage sur le réseau de Marina Silva

ONG de Marina é financiada por dono da Natura e herdeira do Itaú
Instituto Democracia e Sustentabilidade foi espaço para debater agenda de gestão da candidata do PSB



Pour lire l'article complet, en brésilien:

<https://www.dropbox.com/s/zfuzi3rwkyyyckp/ONG%20de%20Marina%20%C3%A9%20financiada%20por%20dono%20da%20Natura%20e%20herdeira%20do%20Ita%C3%BAw.pdf?dl=0>

Pour mieux connaître Marina Silva et son réseau dont profite ISA, grâce à son association avec ICMBio.

Marina Silva e os bilionários que embalam seu sonho

Postado em: 16 fev 2013 às 19:25



Article complet : <https://www.dropbox.com/s/zkle4qw8zzqngos/Marina%20Silva%20e%20os%20bilion%C3%A1rios%20que%20embalam%20seu%20sonho%20w.pdf?dl=0>

Marina Silva, evangélica e membro da Assembléia de Deus



Article complet : <https://www.dropbox.com/s/a5f917vi5ywms21/Marina%20Silva-evang%C3%A9lica%20e%20membro%20da%20Assembl%C3%A9ia%20de%20Deus%20w.pdf?dl=0>

ISA ne cesse de s'enrichir, en laissant le Peuple dans la misère

Le siège de ISA à Altamira en 2012, sous surveillance électronique et entouré de fils électriques haute tension. Dans la cour quelques uns des nombreux véhicules financés par Norte Energia. Marcelo Salazar, le gérant des Resex se déplaçait autrefois à vélo. Désormais il a un véhicule de luxe et a fait construire un « palace ». Le barrage de Belo Monte n'a pas impacté tout le monde de la même manière...



Dans le chapitre suivant nous parlerons du health washing de ISA qui peut lui aussi être considéré comme une autre forme d'esclavage.

Témoignage de Raimundo Francisco Belmiro Dos Santos

Fondateur et ex président de la Resex Riosinho do Anfrísio



Raimundo Francisco Belmiro Dos Santos, à l'origine de la création de la première Resex, Riosinho do Anfrísio, s'est confié à Magnólia, malgré le risque d'être assassiné.

ISA et ICMBio, esclavagistes et destructeurs de l'Amazonie

Je suis né au Riosinho do Anfrísio, dans la localité de Novo Paraíso. Mes parents, grands-parents et toute ma famille y ont toujours vécu comme agriculteurs et extrativistes jusqu'en 2004.

Mais cette année-là des *grileiros* armés, nous ont menacés et ont envahi nos terres. La police fédérale est intervenue et nous a emmenés, moi, mon oncle Herculano Porto et Manchinho, un maranhense qui vivait ici depuis 7 ans, en hélicoptère à Brasília, à la demande de la Ministre de l'environnement, Marina Silva. Nous y avons fait un séjour de 15 jours durant lequel nous avons pu rencontrer le Président Lula.

La Police fédérale nous a ramenés à Altamira le 6 novembre 2004, et le 8 novembre était signé le décret de création de la Resex Riosinho do Anfrísio (736.340,00 ha) sous la responsabilité d'ISA et d'ICMBio.

L'armée est restée 6 mois dans la maison de mon oncle, à Bom Jardim, pour traquer tous les habitants de cette terre. L'association des habitants du Riosinho do Anfrísio (AMORA) a été créée et mon oncle en a pris la présidence, à deux reprises, jusqu'en 2009. J'ai pris sa succession pour deux mandats. Tout se passait bien au début, mais les Ribeirinhos (riverains) qui avaient été chassés de leurs terres par le Gouvernement fédéral nous ont culpabilisés et menacés de mort. Notre tête était mise à prix pour 80 000 reais. La commission des droits de l'homme nous a mis

sous escorte, 6 mois avec la Police civile, puis un an avec la force nationale. Ils me suivaient partout et je n'ai pas supporté. Alors j'ai fini par refuser leur protection, mais je peux faire appel à eux à n'importe quel moment.

Nous produisons la castanha, l'huile de babaçu, de copaiba, d'andiroba, la seringa. ISA les commercialise et signe les contrats avec les entreprises comme Firminik, Wickbold... ISA a créé d'autres associations, pour d'autres Resex : l'AERIM (Association des Extrativistes du Rio Iriri-Maribel), l'AMOMEX (Resex rio Xingu), l'AMORERI (rio Iriri).

Puis ils ont créé un réseau de « cantinas », sorte de mini-supermarché où nous devons livrer notre production en échange de produits de première nécessité: alimentation, outillage etc... En finalité nous ne faisons que produire et travailler pour recevoir seulement notre nourriture. Nous ne gagnons pas d'argent, ou très peu, avec parfois un retard d'un an. Nous n'avons aucun moyen de transport. Si nous voulons aller à Maribel, la cité la plus proche, cela nous coûte 600 reais. Ici personne n'a de canoa, ni de maison. Rien que de grossières huttes en paille. En échange du travail accompli nous pourrions avoir un compte avec de l'argent, un minimum de ressources. Rien.

A la cantina tous les produits sont excessivement chers. Nous vivons dans la misère. Nous n'avons rien. Nous crevons de faim. Les Resex sont abandonnées, sans assistance, sans poste de santé ni école, car le professeur est à 8 heures de voyage. Il lui faut une journée pour venir et nous devrions lui payer l'essence, à raison de 12 reais par litre. C'est impossible.

Beaucoup « d'anciens » sont morts dans la Resex, sans que leur famille le sache, sans document, sans retraite...

Nous devons nous-mêmes, gratuitement, tracer les chemins pour ramener la seringa.

Nous vivons comme des esclaves.

Lors de visite au siège d'étrangers européens ou autres, ils font tout pour leur éviter de nous rencontrer, de discuter avec nous.

J'ai fini par découvrir que tout ce qui m'est arrivé, les menaces, les persécutions, je les dois à ISA, avec la complicité d'ICMBio et d'IBAMA. Ce sont de vrais monstres.

Autrefois à l'âge de 28 ans je travaillais comme tout le monde dans les 2 garimpos de Riozinho, mais j'y ai perdu mes deux fils, alors j'ai arrêté. Le garimpo s'est lui aussi arrêté un temps, mais il a repris l'an dernier. ISA et ICMBio sont derrière tout cela. Il est impossible qu'ils ignorent ce que tout le monde sait au sein des Resex qu'ils gèrent et contrôlent. Le mercure va tous nous tuer d'ici deux ans. Il y a d'autres garimpos d'or sur l'Iriri et le Curuá.

Même chose pour le bois. De 2014 à 2016 ils ont extrait énormément d'arbres dans la Resex. Essentiellement des Ipé car c'est ce qui les intéresse. Il n'y en a plus. Alors que si nous coupons un arbre moins noble pour construire nos maisons on va en prison... C'est ce qui est arrivé à deux « companheiros » en 2018.

Voyant qu'ISA et ICMBio se sont enrichis avec toutes les ressources offertes par la Resex et toutes celles que nous produisons dans le cadre du projet initial, sans aucun retour financier pour nous permettre de survivre, nous avons eu l'idée de prévoir un aménagement florestal de bois blanc pour gagner un peu d'argent. Je suis allé en 2017 à Brasilia rencontrer George, le directeur en chef d'IBAMA, pour le faire légalement. Il m'a répondu que rien n'était possible avant 9 ans... Alors nous avons abandonné l'idée car d'ici 9 ans il n'y aura plus d'arbres. Les madeireiros en complicité avec ISA et ICMBio auront déjà tout retiré.

ISA et ICMBio sont sans aucun doute les plus grands dévastateurs de l'Amazonie. Lorsqu'une dénonciation a été faite contre eux à propos du garimpo ils se sont précipités en hélicoptère au dessus du trou, pour y faire des photos qu'ils ont publiées sur internet, en prétendant avoir explosé le garimpo. C'est un mensonge. J'étais là avec mes fils à extraire 550 kg d'huile de copaiba. Nous avons tout vu et le garimpo est toujours là.

Nous avons toujours vécu ici, mon père y est décédé à l'âge de 83 ans. Mon plus jeune fils a 37 ans. Nous ne savons plus quoi faire, comme des centaines d'autres dans la Resex. Beaucoup sont déjà partis. Nous avons survécu au premier piège lorsque les *grileiros* ont envahi nos terres. Nous ne savions pas que nous tomberions dans ce second piège, une véritable toile d'araignée où nous nous sentons comme un appât accroché à un hameçon, qui empêche de nous libérer de cet esclavage.

Mais le pire est à venir. La drogue est entrée dans les Resex. Il y a deux ans, deux drogués ont tué mon neveu. Personne, pas même un ami ou un membre de la famille ne peut entrer dans une Resex sans l'autorisation de ISA ou de l'ICMBio. Alors comment cette drogue entre-t-elle ?

Leur projet est aussi de construire, contre l'avis des habitants des Resex, deux pousadas à touristes. L'une à Rio Novo, dans la Resex du rio Iriri, et l'autre dans la Resex de Riozinho do Anfrísio, sur la plage de Anfrísio. Tous les habitants des Resex y sont opposés. Ce projet va nous achever. Mais je crains d'être déjà mort en ayant accepté de témoigner ce que personne d'autre n'a le courage de faire. J'espère seulement que vous pourrez m'apporter la sécurité. Merci de m'avoir écouté.

Raimundo Francisco Belmiro Dos Santos

Altamira, le 2 novembre 2021

Observations

Ce témoignage qui concorde avec tous ceux des autres habitants de ces Resex, ne fait que confirmer qu'il s'y pratique le travail esclave, un crime qui n'est pas réservé aux grands fermiers ou marchands de bois, mais qui implique aussi des ONGs et des Institutions comme ISA et ICMBio, qui prétendent défendre les droits des Communautés traditionnelles et la préservation de la forêt amazonienne.

Raimundo semble ignorer que l'Association AMORA, sensée représenter les habitants de la Resex Riosinho do Anfrísio, a été créée le 28 mars 2004, soit plus de six mois avant la création de la Resex !!

Lorsque l'on sait que cette Resex a été créée « grâce » à l'invasion de ces terres par les grileiros et que c'est une pratique courante pour s'accaparer des terres occupées par des posseiros, on peut sérieusement se poser la question de savoir qui sont derrière ces grileiros.

A qui profite le crime ?

Cette réserve couvre une superficie de 736 340 ha, de grande richesse forestière. Tous les Ipé ont été coupés et vendus. Les madeireiros n'ont pas cessé depuis de nombreuses années à couper les autres arbres nobles. Les garimpos continuent à y exploiter l'or. Des activités illicites mais pas clandestines, connues de tous les habitants des Resex.

Alors ISA et ICMBio qui y contrôlent toutes les entrées, y comprises celles de parents ou amis des travailleurs extrativistes, peuvent-ils l'ignorer ?

Pour l'explication de certains noms vernaculaires comme *grileiros*, voir le témoignage de Denis Cruz Curuaia.

Témoignage de Denis Cruz Curuaia

Délégué de trois communautés de la Resex Riosinho do Anfrísio

Délégué de la coopérative des pêcheurs.



Denis Cruz Curuaia, un jeune guerrier Curuaia, a tout essayé pour aider sa communauté à résister aux impacts dramatiques du barrage de Belo Monte. Il est très déçu par les promesses non respectées, révolté par la corruption et la propagande officielle, manipulée par Norte Energia et les Institutions comme ISA et l'ICMBio. Il s'est confié à Magnólia, conscient du danger d'un tel témoignage. Il est actuellement sous protection policière.

La fin d'un paradis

J'appartiens à deux communautés, celle du Morro dos Araras sur le rio Xingú, et celle de Pimental, à la Cachoeira seca, sur le rio Iriri. Je suis un mélange de ribeirinho blanc et d'indigène Curuaia. Cela fait seulement 10 ans que nous avons un accès par la route. Pour accéder à notre aldeia il faut voyager 200 km par la terre, ou 300 km par le rio qui fait beaucoup de circonvolutions.

Jusque 2019 je vivais parfaitement heureux de la pêche sur le Xingú, comme des milliers d'autres. Mais à partir de 2010-2011 notre existence a commencé à devenir conflictuelle, de toutes les façons. Psychologiquement, socialement. La plupart ont été expulsés et ont perdu à jamais leur activité. Alors ils sont tombés dans la délinquance ou la mendicité, juste pour survivre.

Le capitalisme sauvage s'est développé dans la région. Le lavage d'argent, la corruption, la perte des droits humains, la pollution, la

violence, la déforestation, les conflits de terre, les menaces d'expulsion ou d'assassinat.

La température des rivières Xingú et Irirí ne cesse d'augmenter, les poissons disparaissent. Les rios sont à sec. Pour cultiver il faudrait irriguer mais c'est impossible. Il n'y a plus d'arbres, plus de fruits. Plus de sarau (fruit) pour nourrir les poissons. La plupart des Ribeirinhos boivent l'eau de la rivière car ils n'ont pas de puits. Elle est devenue nocive et a pris l'apparence de glaise. car autrefois en hiver les fortes pluies « lavaient » le cours de la rivière. Ce n'est plus le cas. Beaucoup tombent malades et ne peuvent se soigner car le moindre poste de secours est parfois à 8-10 jours de pirogue...

Lorsque je viens sur Altamira je n'ai pas d'autre moyen que de venir ici à la Colônia dos pescadores pour y dormir et manger gratuitement. Autrefois nous avions l'île d'Arapuja, en face d'Altamira. C'était « l'hôtel » de tous les ribeirinhos de la région. Mais Norte Energia l'a brûlée et nous y interdit l'accès.

Les expulsions continuent. L'an dernier 2000 familles ont du quitter leur terrain qu'ils cultivaient depuis 40 à 70 ans pour une destination inconnue. L'an prochain ce sera pire. Le droit au *posse* n'est pas respecté. C'est une calamité.

Travail esclave des enfants dans les Carvão aria, la fabrication de charbon.

Dans la cité de Uruará près du rio Iriri, au travessão 65, s'est installée une micro-usine de fabrication de charbon qui fait travailler jour et nuit les femmes et les enfants de 11 à 12 ans, sans aucun droit, juste pour l'alimentation et le coucher. Ils n'ont pas de vêtements, pas de matériel de sécurité, et ne sont pas payés. De véritables conditions d'esclavage.

Depuis que les grileiros les ont chassés de leurs terres, les *posseiros* ne savent plus où cultiver et ne peuvent plus entretenir leur famille. Ils dorment sous des bâches. Ils sont devenus des travailleurs clandestins, à la merci des fermiers ou des marchands de bois qui pratiquent le même type de travail esclave.

Le patron et grileiro, Carlos Andrade (surnommé Carlinhos), possède la pousada « Bem Bom » sur l'Iriri. Mais il travaille en relation avec les madeireiros et tire le charbon directement des chutes des arbres qui sont coupés. Cela leur permet aussi d'effacer les traces. Ils changent régulièrement d'endroits pour ne pas être repérés et pour être proches des coupes de bois.

Denis Cruz Curuaia

Altamira, 21 octobre et 10 novembre 2021

Observations

Les *posseiros* sont des familles qui occupent une terre pour y vivre et la cultiver de façon traditionnelle, comme s'ils en étaient les propriétaires. Des milliers d'*agricultores familiares* (petits agriculteurs) démunis et sans terre, peuvent ainsi survivre. Après plusieurs années de *posse* (occupation) ils peuvent obtenir légalement un titre de propriété définitif. Mais ils y arrivent rarement, car la plupart du temps leurs terres sont envahies par les *grileiros*.

Le terme *grileiro* englobe les *fazendeiros* (grands fermiers), *madeireiros* (marchands de bois) et *empresários* (entrepreneurs). Ce sont eux qui choisissent les *mateiros* et les *olheiros*.

Les *mateiros* sont de véritables experts de la forêt. Ils peuvent y vivre de longs mois en survie pour y repérer les bonnes terres et les arbres nobles. Ils vendent leurs informations aux *grileiros* qui envahissent ces terres et en revendiquent la propriété avec la complicité de fonctionnaires et à l'aide de faux papiers, qu'ils stockent dans une boîte avec des grillons, pour en donner l'aspect vieux et authentique.

Les *olheiros* sont des *pistoleiros* (tueurs à gages professionnels), dont la plupart sont formés dans l'Etat du Maranhão. Leur « rôle » est d'espionner la région concernée et d'intervenir par des menaces ou des assassinats ciblés, pour chasser les « intrus ».

Fazendeiros et madeireiros sont souvent complices. Les marchands de bois déforestent pour laisser le champs libre aux grands fermiers ou grands éleveurs. Un tel crime, en principe sévèrement puni par la loi brésilienne, ne peut rester impuni que grâce à la complicité d'autorités locales ou fédérales, en général des hommes politiques.

Tous les témoignages que nous avons reçus des habitants des Resex contrôlés et gérés par les instituts ISA et ICMBio, parlent d'extraction de bois à grande échelle sur ces territoires et donc de complicité directe avec ce travail esclave dans les exploitations de charbon végétal.

Ces témoignages viennent de nous être confirmés par un policier qui prétend nous connaître depuis longtemps et respecter notre combat auprès des communautés. Une preuve de plus que nous étions sous surveillance... Mais il affirme, sans vouloir être enregistré, que les garimpos et les extractions de bois dans les Resex n'ont jamais cessé et que la Direction, ISA et ICMBio, lui en ont interdit l'accès.

Des innocents comme boucs-émissaires

Je dois venir une fois par mois pour assister à des réunions et suivre les *processos* (procédures) collectifs judiciaires et extra-judiciaires de ma communauté. Je félicite IBAMA pour avoir arrêté des *grileiros* qui ont mis le feu, mais le problème c'est qu'ils les ont confondus avec des *agricultores familiares* innocents ou qui ont été manipulés par les *grileiros*.

Lorsqu'un grand fermier déforeste 40 à 100 alqueires de terre et qu'IBAMA vient contrôler, il va toujours chez le voisin, le petit agriculteur, car les autres ont été prévenus et ne reviennent qu'après leur départ. Ces contrôles n'ont lieu que 2 à 3 fois par an...

L'un des plus célèbres *grileiros* de la région s'appelle Leda Sampaio, l'ancien maire d'Altamira. Il a construit une pousada de luxe, et ne cesse de faire pression sur les petits agriculteurs ou les pêcheurs.

Mon rôle est donc d'identifier qui sont vraiment les bonnes ou mauvaises personnes, les vrais ou les faux indiens, les *grileiros* ou les *posseiros*. Ces mauvaises gens s'infiltrant dans les communautés, font entrer la drogue.

Certains qui travaillent là n'ont aucun document d'identité, ne vont jamais en ville, sans profession. Ils ne travaillent que pour la nourriture et la cachaça. Ils restent en forêt.

Une coopérative corrompue

Giminho a longtemps été le président de la « colônia dos pescadores Z-12 » de Vitória. Mais l'ensemble des pêcheurs a réussi à l'en chasser pour corruption. Il avait introduit au sein de la Colônia des « associés » non-pêcheurs, il a détourné beaucoup d'argent pour lui-même. Il est sous investigation de la Police Fédérale, suite à de nombreuses dénonciations.

Ce qui n'a pas empêché « Equilíbrio », une société qui est sensée gérer les impacts sociaux et environnementaux pour le compte de Norte Energia, de le nommer à la tête d'une coopérative de pêcheurs fantômes.

Giminho prétend représenter 6 à 7 milles pêcheurs. C'est faux. Il n'en représente pas un seul. Il n'y a jamais eu d'Assemblée générale avec les pêcheurs. Après 4 ans de mandat il s'est lui-même réélu avec la complicité d'« Equilíbrio ». Tout est inventé, manipulé par Norte Energia. Il n'a jamais rien fait pour les pêcheurs, sinon d'augmenter son propre salaire. Il gagne 8000 reais par mois. C'est un traître et un escroc. Je suis moi-même membre de la direction de cette coopérative car je voulais contrôler ce qui s'y passe. Giminho m'a physiquement agressé lorsque j'ai demandé des comptes.

Je suis sous protection policière car j'ai voulu dénoncer la corruption de ce Giminho et ses deux directeurs financiers, Valdecir et Coreano, plus connu sous le nom de Rosiano. Mais c'est Norte Energia qui est derrière tout cela. Cette coopérative est formée par 38 délégués, nommés par Equilíbrio, dont la plupart ne sont pas des pêcheurs. Ils ont été conviés à créer cette fausse coopérative en 2017. J'y ai cru jusqu'au moment où j'ai découvert la supercherie. J'ai participé à toutes les réunions et je n'en ai jamais reçu les compte-rendus.

Les délégués, sensés représenter leur communauté, n'ont proposé que des projets personnels. Certains ont même demandé du bétail !! Je n'avais encore jamais entendu un pêcheur réclamer du bétail !! J'avais moi-même fait un projet technique pour ma communauté de 50 personnes, qui a été refusé. Puis une autre entreprise intermédiaire est arrivée : la FIESPA (federação da indústria do estado do Pará). Je ne sais pas pourquoi. Certains projets approuvés revendiquent des sommes absurdes : 400 à 500 000 reais !

Chaque délégué, par réunion, était payé 150 reais par jour, en plus du transport, l'hébergement, la logistique. Aujourd'hui ils donnent un forfait de 500 reais par jour. Il y a parfois deux à trois réunions par mois.

Ces délégués commencent à faire comprendre que l'argent destiné aux projets pourrait être divisé en 38, le nombre de délégués.

Cette coopérative a été créée pour répondre aux impacts du barrage sur la pêche. Mais en réalité elle ne concerne qu'une minorité de délégués corrompus qui ne sont eux-même pas des pêcheurs. Les directeurs financiers, Valdecir et Roseano sont tombés du ciel... Ils viennent du milieu politique.

Pour faire illusion, un centre technologique de pêche (CIPAR) a été créé avec un congélateur, un marché aux poissons. Mais rien ne fonctionne. Cette coopérative est une association criminelle, de corruption. Lors de réunions ils font signer les pêcheurs, souvent analphabètes, qui sans le savoir, cautionnent cette corruption.

Beaucoup de plaintes ont été déposées au MPF (Ministério público federal).

Norte Energia a financé un bâtiment millionnaire au Pedral. Tout le monde sait que le projet initial était celui de la Colônia dos pescadores Z-57 d'Altamira et de son président Lucio. Mais il a été récupéré par le groupe GT-Pedral dont fait partie ISA, ICMBio et Claudio Curuaia.

Denis Cruz Curuaia

Altamira, 21 octobre et 10 novembre 2021



Giminho lors de notre interview durant le blocus

Observations

Nous avons bien connu ce Giminho, du temps où il manifestait avec les pêcheurs et faisait blocus sur le Xingú pour bloquer les bateaux qui venaient ravitailler Norte Energia. Il était l'un des leaders activistes les plus redoutés par Norte Energia et selon leurs méthodes ils sont parvenus à le corrompre.

Discrimination des pêcheurs

Les ribeirinhos et pêcheurs ont toujours été discriminés et abandonnés par Norte Energia et les ONGs, alors que nous étions les seuls à défendre leurs causes.

Grâce à la création de cette coopérative fantôme et de la nomination de ce président à leur solde, ils ont cru pouvoir étouffer la révolte plus que légitime des pêcheurs. Mais ceux-ci sont fidèles à leurs seules représentations démocratiques, les colônias de pescadores. Celle d'Altamira est particulièrement réputée et respectée, avec comme Président Lucio Vale de Souza, dont nous publions le témoignage.

Ils sont désormais sous les projecteurs mais pour de mauvaises raisons. ISA en profite pour récupérer les terres et les subventions de multiples façons. Par exemple le projet « Pedral » crée par la colonie des pêcheurs Z-57, a été entièrement récupéré par ISA avec la complicité d'associations d'indiens citadins, de Norte Energia et Xingu vivo, au détriment des pêcheurs et des vrais ribeirinhos.



Garde du projet « Pedral » et les financements du projet

Nous avons tenté de visiter en 2015 ce fameux Pedral, sur les rives du Xingú, non loin de l'aéroport d'Altamira. Nous avons aussitôt été arrêtés par un garde armé, de Norte Energia, qui nous a interdit d'entrer et de filmer. Mais l'indien citadin Claudio Curuaia, qui a créé l'association *Assinkuri-Claudio Curuaia*, à travers une interview surprise, nous a expliqué les dessous de ce piratage.



Claudio Curuaia



Lucio Vale de Souza

Nous le connaissons depuis longtemps. Il ne mâche pas ses mots envers ISA, qui est pourtant son partenaire. Il nous avait parlé à cette époque d'un projet par ISA de récupération des terres dédiées à la Colônia Z-47. Il voulait en faire une nouvelle Resex et récupérer le contrôle de la pêche, après avoir contrôlé toutes les autres activités extrativistes de la région.

Mais il se heurte à la résistance de Lucio et des Colônias dos pescadores. Nous l'expliquerons en détail avec son témoignage.



Marcelo Salazar

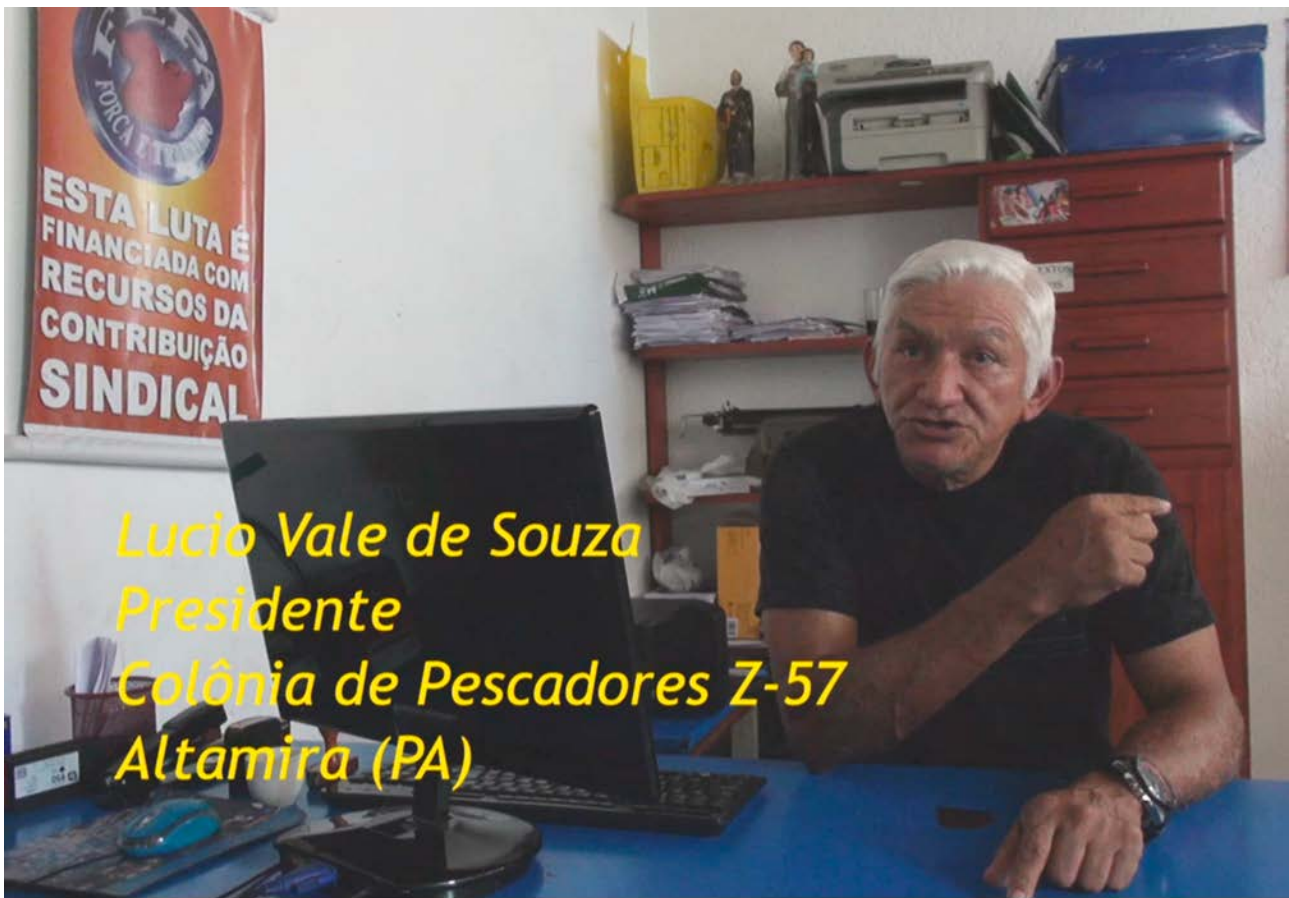
Executive coordinator **Health In Harmony Brazil**. Council member of Instituto Socioambiental (ISA). Engineer. Lives in Altamira on the banks of the Xingu River in the Amazon Rainforest.

Alors Marcelo Salazar, gérant des Resex ISA en terra do Meio, a fait construire sur ces terrains une magnifique résidence que Denis nous a décrite comme un palace. Impossible d'y entrer sans montrer « patte blanche ». Des gardes armés et des caméras de surveillance en assurent la sécurité et la discrétion.

Ce « palace » aurait-il été financé par les partenaires norvégiens, allemands ou américains ? Ou bien par les travailleurs esclaves des Resex ? En tout cas on est très loin de cette image d'humaniste et de protecteur de l'Amazonie que Marcelo Salazar est venu « vendre » à Glasgow, durant la COP-26.

Témoignage de Lúcio Vale de Souza

President de la Colonie des pêcheurs d'Altamira Z-27



Nous connaissons Lúcio depuis 2010, dès le début de notre enquête de 4 ans dans la volta grande do Xingu, sur le projet de barrage de Belo Monte qui est malheureusement devenu une réalité. Nous l'avons toujours connu rigoureux, guerrier, incorruptible, généreux, sensible. Il est l'un des derniers résistants en lutte pour la cause des Ribeirinhos et des pescadores. Il connaît la région comme les mailles de sa tarafa (épervier).

Lorsqu'ils ont commencé les travaux de terrassement de la rivière Xingu, j'ai postulé auprès de Norte Energia, afin que notre peuple, nos pêcheurs, puissent être re-localisés plus près de la berge. Que s'est-il produit ? Norte Energia n'a jamais respecté ma demande, a créé le RUC Jatobá, (RUC = Reassentamentos Urbanos Coletivos - re-localisations urbaines collectives) Ruc Água Azul, Ruc Casa Nova, Ruc São Joaquim. Quand il s'est agi du problème des pêcheurs dont la majorité avait déjà été re-localisée, ils nous ont présenté, à moi comme responsable de la colonie et le ministère des Pêches qui existait encore à l'époque, le quartier de Laranjeiras. Mais nous avons déjà travaillé pour avoir un endroit proche des rives de la rivière Xingú. Nous avons présenté à Norte Energia, le Pedral, l'endroit idéal pour nous les pêcheurs, sur les rives de la rivière Xingú.

C'est le Pedral. qui est construit aujourd'hui. 2 associés Claudio Curuaia et Xipaya m'ont rejoint pour réunir les indiens, les citoyens, les pêcheurs et les riverains dans un seul et même quartier, celui de Pedral.

Notre union a permis que le 14 octobre 2014 João Pimentel, représentant de Norte Energia, a frappé le marteau en disant : vous voulez le Pedral pour les pêcheurs et les citoyens, il est à vous.

C'était notre première victoire.

Nous avons travaillé à tout cartographier, documenter. j'ai fait appel à Raimunda pour me représenter dans ce dossier Pedral. ISA et Xingu Vivo nous ont également rejoints. Je n'aurais jamais imaginé qu'ils puissent nous trahir.

Quand j'ai découvert que devant le lotissement ils avaient retiré 10 000 mètres carrés, en faveur d'une ONG appelée ISA, je les ai affrontés et j'ai dit à Marcelo Salazar mon désaccord de leur attribuer cet espace qui était destiné à trente logements pour les Indiens, les pêcheurs et les ribeirinhos. Alors ils m'ont boycotté de leurs réunions. Je suis même allé à Brasília pour reconquérir ce Pedral pour défendre ce projet qui devait permettre aux pêcheurs et Ribeirinhos d'avoir leur bateau à portée de main, et non à 5km comme c'est actuellement le cas avec leur délocalisation.

Depuis cet instant j'ai compris qu'il n'y avait aucun intérêt à collaborer avec Norte Energia qui nous méprise. Nous sommes les enfants du Xingú et Belo Monte, la plus grande entreprise nationale, manque de respect envers les pêcheurs, en refusant de leur offrir ce qui leur revient de droit.

Je suis très déçu par Claudio qui a combattu à mes côtés et qui a fini par me trahir en « servant » ISA. Je l'ai toujours beaucoup aidé et les portes de la Colônia lui seront toujours ouvertes.

Mais je suis encore plus déçu par Raimunda qui nous a elle aussi trahi en ne prenant pas la défense des pêcheurs auprès du groupe GT-Pedral. Elle ne nous jamais informés sur les réunions auxquelles elle a assistées à Brasília ou ici et elle s'est « alliée » à ISA.

Pire. Cris, une membre de ISA, est maintenant la Conseillère du Docteur Thais (procureur au Ministère public fédéral). Lorsque je veux parler à la procureur je dois passer par Cris, qui rend la communication impossible. De 2016 jusqu'à aujourd'hui nous n'avons reçu aucune réponse du côté fédéral et du Ministère public. Cela laisse entendre qu'il y a anguille sous roche. Certes il faut respecter les Autorités, mais je la trouve très accommodante vis à vis du comportement de cette procureur.

Les ONGs, de mon point de vue, ne reversent pas aux gens ce qu'ils méritent et souvent provoquent des conflits au sein des communautés comme c'est le cas sur les rives du Xingú et de l'Iriri. Les extrativistes

qui y travaillent n'ont aucune liberté de mouvement. Il leur est interdit de pratiquer la pêche ou de commercialiser ce qu'ils produisent. Le fils d'un Indien Munduruku a quitté les lieux dès qu'un Conseiller de ISA et de ICMBio, Sebastião, l'a privé de toutes ces libertés.

C'est absurde. Ils ont obligation de respecter les droits du citoyen, en particulier lorsque ce sont des Indiens. Mais leur éthique, c'est tout pour eux. Ils achètent et vendent au prix qu'ils veulent.

La dernière fois je voulais partir en mission avec un dentiste dans une Resex où se trouvaient des membres de la Colônia. Comme président j'ai un statut municipal, estadual et fédéral qui me permet d'aller partout où vivent ceux que je représente. ICMBio et ISA m'ont refusé l'accès car je n'avais pas leur autorisation...

c'est un véritable affront. De quel droit peuvent-ils m'empêcher de répondre aux besoins des membres de la Colônia ? Je n'ai pas obéi et j'y suis allé.

Lucio Vale de Souza

Altamira, novembre 2019

Observations

Ce témoignage démontre l'acharnement à vouloir déstabiliser le dernier foyer de résistance d'Altamira et sa région: la colônia dos pescadores. Il y a un mois, Gilmar da Silva Gomes un membre du Conselho Ribeirinho, contrôlé par Norte Energia et ISA, est entré violemment et armé dans la Colônia pour chasser Lúcio de la présidence.

Son frère avouera qu'il était venu l'assassiner et qu'il l'a frappé pour l'empêcher de commettre son acte en lui évitant se faire massacrer par les pêcheurs tous réunis autour de leur président. Gilmar a agressé Magnólia venue s'interposer. Deux jours plus tard il venait réclamer auprès de Lúcio, des cestas básicas. A droite pour une mission ISA.



Une casa de apoio (maison d'assistance) très lucrative

Non content d'avoir exploité de façon très auto-lucrative la légitime préoccupation internationale sur le devenir de la biodiversité amazonienne, désormais ISA s'oriente vers des projets aux connotations très en vogue comme le réchauffement climatique et surtout plus récemment la covid.

En plus d'être membre du Conseil de ISA, il est désormais coordinateur exécutif brésilien de l'ONG américaine Health in Harmony, avec 3 autres brésiliennes de son entourage.

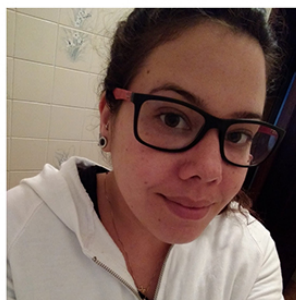
Brazil



Marcelo Salazar
Executive Coordinator



Érika Pellegrino, MD
Medical Coordinator



Clarissa Martins
Program Manager



Daniele da Silva Graça
Team Assistant

Détournement d'argent, non assistance à personne en danger

ISA a reçu de Norte Energia une subvention de 328 444 reais pour la restauration de la « casa de apoio » qui est sensée accueillir les habitants des Resex venant à Altamira.

PDRSX-2015/144

Situação Atual: PARALISADO



Página inicial / PDRSX-2015/144

Projeto Reforma da casa de apoio da Resex Riozinho do Anfrísio em Altamira e consolidação da organização da AMORA

Objeto: Contratação de pessoal e aquisição de bens e serviços.

Proponente: Associação de Moradores da RESEX do Riozinho do Anfrísio - AMORA

Responsável(is): FRANCINALDO FERREIRA DE LIMA

Ano de Implantação
2015

Eixo Temático
Eixo Temático 06

Valor Total do Projeto
R\$ 369.970,00

Data de Início
2015-11-23

Esfera
SOCIEDADE CIVIL

Comprometido
R\$ 328.444,28

Data de Conclusão

Abrangência
ALTAMIRA

Saldo
R\$ 41.525,72

C'est du vol prétendent les communautés.

-« Ils n'ont dépensé que 30 000 reais, où est passé le reste ? ». Mais ils ne parlent qu'à voix basse. Les habitants des Resex sont trop habitués à subir ces détournements d'argent et il leur serait trop dangereux de se mettre à parler. Magnólia vient d'être violemment menacée par Francisco Assis Porto de Oliveira, le président d'une association de la Resex, aux ordres de ISA et du ICMBio.



Assis Porto de Oliveira, presidente da Amoréri

Il condamne les habitants des Resex à avoir informé Magnólia et l'avoir laissée visiter ce taudis. Les photos sont édifiantes.



Il n'y a aucun confort. Les murs sont délabrés et humides. L'eau s'infiltre par le toit et inonde toutes les affaires posées à même le sol.



Mariana dans la casa de apoio le 11 octobre puis, le 29 novembre, après son accouchement, maigre et désespérée.

Mariana da Silva Nóbrega, enceinte et habitante du resex, n'a pas eu d'autre choix que de venir par elle-même à Altamira en bateau stop, avec ses enfants. ISA ne lui a apporté aucune assistance, ni médicale, ni en transport. Son nouveau-né est malade et elle n'a pas les moyens d'acheter des médicaments. Elle va tous les jours à la colonie des pêcheurs Z-57 chercher un peu d'argent et de nourriture pour elle et ses enfants. Elle a contacté ISA par téléphone qui l'a prise avec beaucoup de mépris. Nous avons les enregistrements de leur conversation.

En 15 jours elle a perdu beaucoup de kilos et son énergie. Elle n'a pas assez de lait pour alimenter son bébé. C'est un drame que vivent au quotidien les habitants des Resex.

Interview Mariana Da Silva Nóbrega

Je travaille au Resex de Riozinho do Anfrísio. IBAMA ne vient jamais contrôler car le chef de ISA et Bruno du ICMBio leur donnent de l'argent.

J'ai 5 enfants, sans mari. Je reste là-bas avec ma soeur et mes voisins veillent sur moi. Mais ici je suis seule. Ma mère a du retourner hier soir dans le Resex pour y travailler.

Ma fille plus âgée va me rejoindre ici car elle est aussi enceinte. Alors je vais rester avec elle mais cela va être très difficile. Il n'y a même pas de

gaz pour cuisiner. J'ai appelé Naldo (ISA). Il m'a dit ne plus travailler là, mais qu'il allait en parler à Marcelo (Salazar). Je n'ai pas eu de retour. Il pourrait au moins me dire s'il peut m'aider ou pas. Nous menons une vie très difficile et je ne sais même pas comment retourner là-haut....



Francisco dos Santos Castro avec sa femme et ses quatre enfants qui ont eux aussi du venir à Altamira pour raisons de santé. Le fils allongé dans le hamac est atteint d'une sérieuse pneumonie.

Interview Francisco do Santos Castro

Porto de Moz et Anapú ont une « casa de apoio » qui fonctionne parfaitement car elle dépend de leur association qu'ils gèrent eux-mêmes. Mais nous, nous dépendons de ISA et ICMBio qui ne nous donnent rien.

Ils font deux réunions par an pour le changement de président. Nous devons y aller par nos propres moyens, la plupart du temps à la rame. Ils prennent des photos, nous font signer des papiers, nous exposent des projets.... qui ne sont jamais exécutés. Pourtant ils touchent beaucoup d'argent de Norte Energia, mais ce n'est jamais divisé avec la communauté.

Ici dans la casa de apoio, aucune assistance, rien à manger. On dépend des autres qui nous amènent un peu de sucre, du riz. Quand il pleut il faut déplacer le matelas pour qu'il ne soit pas trempé.

J'ai appelé ISA à l'aide. Ils ne veulent rien faire. Nous sommes abandonnés.

Des témoignages concordants

Durant cette dernière mission de deux mois, une cinquantaine de témoins se sont courageusement confiés à Magnólia. Ils en connaissent les risques.

Mais ces centaines d'heures de témoignage ne font que compléter nos quatre années d'enquête, au contact direct avec ces communautés qui subissent ces crimes sociaux, environnementaux et qui n'avaient encore jamais trouvé la confiance pour s'exprimer. Car le danger est réel.

Cette pratique du travail esclave, décrite dans les témoignages de ces deux derniers mois est l'usage courant au sein des grands fermiers, des marchands de bois, qui ne cachent pas leurs crimes. Ils sont rarement inquiétés ou poursuivis, protégés par un réseau de corruption et de violence, quelques soient les gouvernements. Car ce mal est au coeur de la société brésilienne.

Ce qui est inédit c'est la même criminalité au sein d'organismes, d'institutions, d'ONGs qui communiquent l'image de protecteurs de la forêt et des communautés. Une image qui leur permet de recevoir des subventions très conséquentes de pays étrangers qui n'ont pas la capacité, le temps ou la volonté d'en vérifier l'utilisation et la réalité de terrain. Une image qui grâce au travail esclave leur permet de produire en toute impunité. Qui va les soupçonner ? Comme dans les aldeias indigènes on ne peut pénétrer et rester dans leurs territoires qu'avec l'autorisation de leurs censeurs: la Funai pour les indiens, ISA et ICMBio pour les réserves extrativistes.

Les travailleurs extrativistes sont tous des *ribeirinhos* qui ont perdu leurs terres, chassés par des « *grileiros* ». C'est la méthode des grands fermiers avec la complicité des marchands de bois. Mais ici dans les Resex c'est beaucoup plus subtil. Les Institutions ou ONGs « humanitaires » apparaissent comme des sauveurs. Ils s'approprient ces immenses territoires sous le prétexte de préservation, et font revenir les anciens « *posseiros* », trop heureux dans un premier temps de pouvoir retrouver leurs terres. Mais ils déchantent très vite lorsqu'ils découvrent qu'ils perdent tous leurs droits d'exister librement et qu'ils sont tomber sous le joug d'un maître caché, un « Rei » (Roi), qui a sur eux le droit de vie et de mort.

Tous les témoins rencontrés racontent la même volonté de retourner à leur vie antérieure, où ils pouvaient vivre libres, heureux et survivre de leur production grâce à un environnement qu'ils avaient tout intérêt à préserver.

Voici des témoignages qui racontent leur révolte.



Anderson da Silva Castro travaille lui aussi dans la Resex. Mais il est venu sur Altamira pour trouver des ressources pour sa communauté et aider ces familles en grande difficulté sanitaire dans la « casa de apoio ».

Interview Anderson da Silva Castro

Il n'y a aucun moyen de transport mis à notre disposition, alors c'est difficile d'aller au cœur de la Resex, mais Chico Preto qui vit à l'intérieur voit tout ce qui s'y passe. L'extraction de bois, les garimpos. ISA et ICMBio prétendent qu'ils ont désactivé le garimpo de Fortaleza. C'est un mensonge. Ils continuent à en extraire l'or.

Cela fait deux ans que j'ai porté plainte. Ils ont brûlé le document. Cette année comme Bruno est devenu le nouveau gérant du ICMBio, j'ai relancé ma plainte. Réponse : « désolé on ne peut rien faire... »

Les extrativistes des Resex travaillent comme des esclaves.

Vous devriez rencontrer Chico Preto mais il n'a aucun moyen de communication et venir ici lui demande 4 à 5 jours de voyage. Il a posé la question à Marcelo Salazar (ISA) à propos des 10 millions qu'il avait promis pour aider les communautés. Marcelo lui a tourné le dos. Ces 10 millions ont disparu. De l'argent qu'ils ont reçu sur notre dos, avec nos signatures, nos photos.

Des gens sont venus de São Paulo pour se former avec les *Ribeirinhos* de la Resex. Ils nous avaient promis en échange de s'occuper de la santé et de l'éducation qui sont très précaires dans les Resex. Sur 4 postes de santé, deux seulement fonctionnent et de manière très succincte.

Rien n'est fait pour valoriser notre culture, ni protéger notre environnement. Ils donnent un peu d'argent aux présidents d'associations pour les corrompre à se taire.



Edmilson da Costa est extrativiste et conseiller à l'ICMBio pour la Resex. Il en connaît tous les dessous. Il vient de recevoir un appel très menaçant de Francisco Assis Porto de Oliveira, car la fille d'Herculano, l'ancien président, l'a prévenu que Magnólia l'avait interviewé.

-« Je te conseille de te taire et je vais mettre des « gens » derrière cette femme pour la jeter en prison »

J'ai eu Edmilson au téléphone (je l'ai enregistré). Il était terrifié car il connaît par expérience la gravité de ce type de menaces. Magnólia aussi. Elle a quitté précipitamment la colonie des pêcheurs Z57 qui l'hébergeait pour aller se cacher loin d'Altamira, dans un endroit discret du Xingú dont seuls les pêcheurs ont le secret.

Interview Edmilson da Costa

Ceux qui sont sensés protéger les territoires de la déforestation c'est IBAMA. En réalité ce commerce du bois n'a jamais arrêté. Si tu es un fermier et que l'on veut te chasser. Que fais-tu ? Tu me donnes 200 à 300 000 reais et je te laisse tranquille. Tu crois que tu vas continuer à m'interdire la ferme ? Si tu as l'argent qui te tombe dans la main, que fais-tu ? Tu fermes les yeux. C'est la seule explication car l'extraction de bois ou les garimpos n'ont jamais cessé.

Celui qui dirige là-bas c'est Bruno du ICMBio. ISA ne fait que résoudre les problèmes des cantinas, de la production d'huile de copaiba, de coco

de babaçu, de castanha (châtaigne) et de borracha (caoutchouc). Je suis moi-même conseiller ICMBi dans la Resex. Nous sommes 14 conseillers, aux ordres. Tu peux y rester 1 ou 10 ans, selon leur volonté.

Le bois que ICMBio a coupé dans la Resex a été exporté et vendu 70 millions aux États-Unis. L'argent est arrivé sur le compte de la Resex, mais il a disparu. Marcelo lui-même a monté une scierie ! Ça fait une vingtaine d'années qu'ils retirent le bois dans le Riozinho. Comme ils ont retiré tous les bois nobles comme « ipê, feijó ou amarelão », ils s'attaquent maintenant au bois blanc comme le jatobá, sumaúma.

Celui qui gère le compte de l'Association c'est Marcelo, de ISA. Tout argent qui est destiné à l'Association, est transféré sur le compte de ISA.

Nous sommes dépossédés de tout.

Des millions et des millions sont sortis des Resex grâce à notre production de caoutchouc, châtaigne etc... Nous n'en tirons aucun bénéfice. Oui nous sommes révoltés car nous vivons dans la Resex, sans pouvoir en sortir. Nous sommes prisonniers. Nous vivons comme des chiens, exploités, esclavagisés, trompés, trahis. Ils sont devenus riches sur notre dos. Il faut voir les maisons qu'ils se sont faites construire ! Une femme, Ana Cléa, travaillait comme gérante au ICMBIO. On ne la voyait que pour des réunions. Elle a ouvert deux boutiques à Altamira, s'est achetée une superbe maison, et possède une voiture de luxe.

A Altamira il y a un « ventre » (tas d'argent) si grand qu'il est impossible d'y grimper. J'ai vu des « anglais » (étrangers) donner un jour 250 000 (il ne précise pas en reais ou en dollars, mais il s'agit sans doute de reais) au président Assis Porto Oliveira, aussitôt reversés à Marcelo.

Lors d'une réunion du Conseil, Marcelo, nous a demandé de collecter du « sarau », les verts comme les mûrs, pour un client d'Altamira. Il nous en offrait 2 reais par kilo. Nous avons refusé. D'une part ce prix n'est pas suffisant pour nous permettre de survivre, d'autre part c'est retirer l'alimentation de nos poissons Pacu, Matrixão, Piau, Pacu de seringa. Ils vont crever de faim !

La police fédérale n'a jamais pu attraper Marcelo Salazar, car elle est à ses pieds. Il y a tant d'argent reçu par les Resex !

Ils ont même créé une Resex sur une terre indigène !!

Quant à leur prétendue assistance, il n'y a rien. Les enfants ne sont pas scolarisés car l'école est à trois heures de voyage en barque.

Pour se soigner il faut venir ici à Altamira, à ses frais, et rester dans cette minable « casa de apoio », sans nourriture, sans argent, sans assistance, sans même une visite de la « direction ». On nous traite comme des chiens.

L'État du Maranhão, un esclavage tardif.

Les premiers esclaves déclarés au Maranhão ne sont arrivés qu'après 1661, soit un siècle après le reste du Brésil. Pourtant ses côtes sont riches en épopées de commerce maritime, pirates, corsaires, navires négriers, de combats entre Portugais, Espagnols, Hollandais, Anglais et Français. Au large, à 45 milles de la côte, le récif du Parcel de Manoel Luís, avec ses colonnes d'algues calcaires et de corail, est surnommé le « triangle des Bermudes brésilien ». Il a fait sombrer des centaines de navires qui pourraient raconter l'histoire du Brésil, de l'Europe et de l'Afrique. Les deux navires des Français Jacques Riffault et Charles des Vaux, y ont coulé en 1594. Les eaux de cette région sont réputées très dangereuses pour les navigateurs qui ne maîtrisent pas les exceptionnelles amplitudes de marée, associées à de forts courants.

Alors durant un siècle, grâce à leur expérience en navigation extrême, les Français ont été les premiers à y fonder des postes commerciaux dans cette région, sorte de no man's land dont les portugais se désintéressaient, ce qui explique cet esclavage tardif.

Les Français, ont été les premiers à explorer le fleuve Amazone jusqu'au Tocantins et le Xingú. Ils y ont découvert les immenses ressources à tel point que Daniel de La Touche a tenté d'y créer la France équinoxiale durant trois ans, de 1612 à 1615. Anti-esclavagiste, il a acquis l'amitié des Indiens cannibales Tupinambás, qui possédaient eux-mêmes des esclaves, blancs mais surtout indiens.

Après avoir été vaincus par les portugais à la bataille de Guaxenduba, les compagnons de la France équinoxiale seront à nouveau les maîtres de São Luís durant 14 ans, de 1631 à 1645, et resteront fidèles à l'anti-esclavagisme de leur « maître » Daniel de La Touche. Curieusement le drapeau bleu et blanc de La Rochelle, célèbre port négrier, flottait au dessus des remparts de São Luís...

15 ans plus tard les portugais ont compris l'intérêt économique de cette région, d'où la nécessité d'y faire venir des esclaves.

Le Maranhão, symbole de l'esclavage

Pour les maranhenses c'était le début d'un esclavage intense et violent qui s'est accéléré avec la création en 1755 de la Compagnie de Commerce du Grão Pará et du Maranhão.

De 1757 à 1777, 12.587 esclaves africains y ont débarqué. De 1812 à 1820, 36.356 esclaves. En 1779, parmi les 78 860 habitants du Maranhão, 40,28 % étaient « nègres » et 23,53% métis. Au début du XIXème siècle ils étaient majoritaires et aujourd'hui 92% des maranhenses sont « nègres » ou métis.

C'est le seul État à avoir maintenu l'esclavage indigène jusqu'au XVIII.

trafic inter-régional d'esclaves au Maranhão de 1860 à 1888			
Année	Hommes	Femmes	Total
1860	281	129	410
1861	455	220	675
1862	290	114	404
1863	192	67	259
1864	117	24	141
1865	55	30	85
1866	82	31	113
1867	187	50	273
1868	525	153	678
1869	480	208	688
1870	275	96	371
1871	167	104	271
1872	271	121	392
1873	369	132	501
1874	1196	424	1620
1875	956	333	1289
1876	1151	563	1714
1877	1004	533	1537
1878	607	351	958
1879	818	534	1352
1880	492	385	877
1881	204	209	413
1882	87	125	212
1883	52	24	76
1884	9	19	28
1885	4	1	5
1886	1	4	5
1887	19	8	27
1888	-	-	-
TOTAL	10346	4992	15338

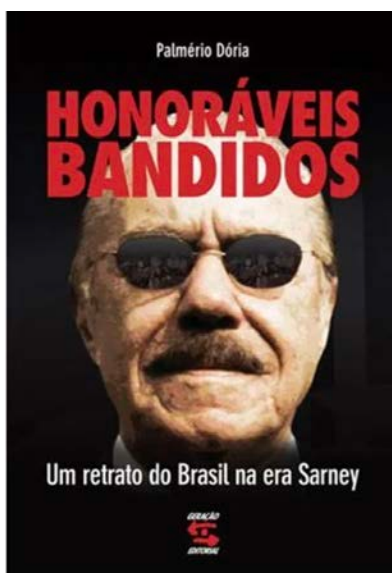
Avec la prohibition du trafic négrier en 1850, le nombre d'esclaves « importés » a officiellement diminué, mais en réalité il n'a jamais cessé. Principalement dans les 2 régions de la « Baixada Maranhense » et du « Litoral ocidental Maranhense », au nord de São Luís, incontrôlées et

incontrôlables. A l'abri des regards et en totale clandestinité s'est développé après l'abolition en 1888 un centre d'importation et d'exportation d'esclaves pour « alimenter » les États voisins.

Ce système esclavagiste est inexorablement entré dans les gènes de ceux qui auront le pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

Cette région est encore sous l'influence des descendants de négriers comme les Carvalhal, Bitencourt etc... grâce à leur complicité avec des hommes politiques omnipotents, des entrepreneurs ou des grands fermiers.

José Sarney, ex-président et ex-gouverneur, assisté de sa famille nombreuse, continue à régner en « Rei », en Roi, dans cet État laissé à l'abandon depuis des décennies. Son épouse est une descendante directe de négriers. L'actuel gouverneur, Flavio Dino, est aussi un grand ami de la famille par son père, proche de Sarney. Notre propos ici n'est pas d'exposer tout ce dont les Maranhenses parlent à voix basse. D'autres s'en sont chargés à notre place :



JORNAL PEQUENO "HONORÁVEIS BANDIDOS" VAI VIRAR SÉRIE EM REDE DE TV AMERICANA

CBS anuncia que produzirá filme para revelar a face obscura do senador José Sarney

www.tvvaletudo.com.br



A rede americana CBS anunciou a compra dos direitos de adaptação televisiva do romance *Honoráveis Bandidos* - um retrato do Brasil na era Sarney - de Palmério Dória e Mylton Severiano, para transformar em série, sob o nome de *Associated Press*. De acordo com o site *República*, a ex-jornalista da *American Idol* Paula Abdul é o astro da demolição se media *These Rivers*. A *O'Laughlin* está sendo usada para os papéis de dois jornalistas do *Grupo Folha* que investigaram esquemas criminosos de lavagem de dinheiro e de propina coordenados pela direção nacional de Mito Brasil. **PÁGINA 3**

O lançamento de "Honoráveis Bandidos" acabou em baderna em São Luís; agora o livro vai virar série de TV nos Estados Unidos

Mais le résultat c'est que l'État du Maranhão, et en particulier les 2 régions précitées, a été volontairement conservé dans des conditions de sous-développement qui favorisent la continuité d'un esclavage « servile » mêlé à un esclavage « libre », plus confus et insidieux, mais avec la même tradition d'exportation d'une main d'œuvre forcée et rentable. Il est très connu que la plupart des pistoleiros (tueurs à gages) qui sèment la terreur dans les États d'Amazonie proviennent du Maranhão. Ils sont issus de ce milieu social exploité, méprisé, oublié.

Le pouvoir s'y exerce par les menaces, parfois les armes, mais surtout la corruption. Toutes les Institutions sensées protégées les quilombolas (descendants d'esclaves) sont infiltrées et représentées par des présidents qui n'ont aucun intérêt à introduire la démocratisation au sein des quilombos. Ce qui est le cas au sein de la Fundação Palmares, le Conselho Estadual da Política de Igualdade Étnico-Racial (CEIRMA), le

Secretaria de estado Extraordinário de Igualdade racial et même la comissão Verdade da Escravidão Negra de l'OAB. (Ordre des Avocats du Brésil). La plupart des *quilombolas* ne connaissent pas ces Institutions et se sentent d'autant moins représentés par elles.

Les 51 quilombos titularisés, vivent dans un état social et économique catastrophique, sous la dépendance d'associations « fantômes » gérées et contrôlées par ces négriers modernes.

Le Maranhão, grâce à cette main d'oeuvre « bon marché » et séculaire, est considéré comme le 5^{ème} état le plus riche sur le plan économique, et l'avant dernier, après l'Alagoas, sur le plan social.

15 000 établissements ruraux pratiquant l'esclavage y ont été recensés. Un record pour le Brésil.

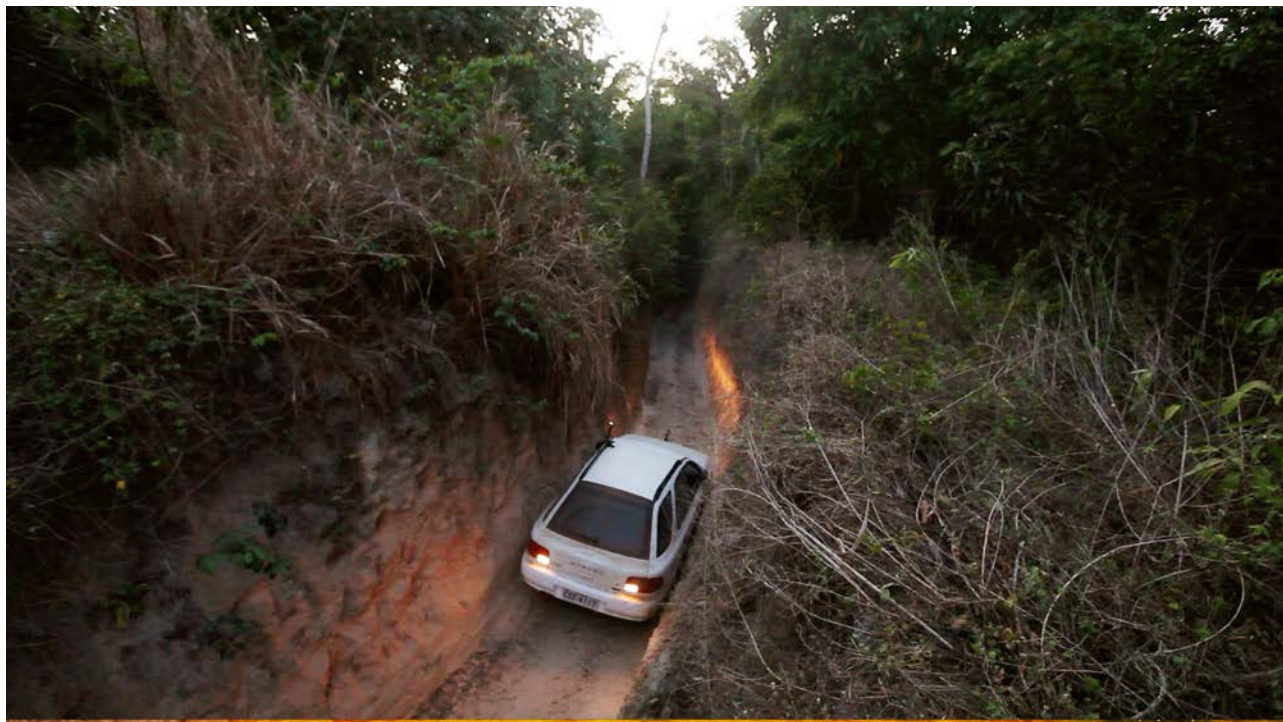
Les quilombolas vivent dans la dépendance et la peur. Ils se vendent pour quelques reais ou sous le coup de menaces qu'ils savent par expérience, sérieuses. A titre d'exemple le député fédéral, Aluisio Mendes, proche de Bolsonaro mais aussi très proche de la famille Sarney, a permis au maire de Bacuri, Washington Luís de Oliveira, d'être retiré de façon très obscure, de la « ficha suja » (liste noire) qui le condamnait à l'inéligibilité. Il était à ses côtés durant sa campagne où il se présentait malhonnêtement comme membre de la police fédérale pour impressionner un électorat qui ne cesse de vivre dans la crainte du pouvoir. Nous avons une video qui le prouve. Ce maire a été réélu. Son chef de cabinet, Jose Maria Carvalho Neto, est un descendant direct du négrier sanguinaire Antonio Bitencourt, qui a semé la terreur dans cette région. Dans la commune une école porte son nom comme pour faire comprendre aux élèves que ce sont toujours eux les « Maîtres, les Reis ».



« mémoires déracinées »

histoire inédite d'un esclavage clandestin

Suite à 9 mois de recherche dans les états du Maranhão et du Pará (nord-est brésilien) et 30 000 kilomètres parcourus, la plupart dans des labyrinthes de pistes étroites creusées par les esclaves, nous avons retrouvé d'innombrables traces ethnographiques et archéologiques d'un esclavage inédit.



Cette immense région de 120 000 Km² (12 millions d'hectares), isolée du pays par l'absence de communications, avait développé une économie florissante depuis le 17^{ème} siècle, basée essentiellement sur l'exploitation du coton, du café et de la canne à sucre. Mais il est rarement mentionné l'exploitation de la connaissance, l'intelligence, la compétence et la culture de ces esclaves africains qui ont largement contribué à développer l'économie de cette région.

Leurs descendants occupent aujourd'hui toute cette région, figée dans le temps. Les chars à boeufs, avec leurs roues en bois, restent le principal moyen de locomotion.

Grâce à leur maîtrise de la topographie locale, les négriers, essentiellement açoriens et hollandais, ont longtemps résisté à leurs poursuivants, les corsaires anglais et français.

Ils ont créé des ports clandestins dissimulés dans des bras de rivière, inventé des embarcations capables de grimper sur la berge pour se cacher dans la forêt. Lors de nos fouilles préventives nous avons découvert des tiges de fer qu'un charpentier marine local a parfaitement identifiées comme des chevilles d'un navire négrier.

Des esclaves survivants d'un bateau négrier naufragé nous ont raconté comment leurs ancêtres étaient parvenus à s'échapper et créer une communauté libre, au coeur de la jungle. Ils nous ont décrit le lieu du drame, à quelques milles de la côte.

Les preuves d'un « esclavage traditionnel » au XXème siècle

Mais ce trafic clandestin de « main d'oeuvre africaine », s'est perpétué bien au delà de l'abolition au Brésil, le 13 mai 1888.

Nous avons enregistré le témoignage bouleversant d'un ex-esclave, Zey, un vieil homme, torturé à l'âge de 12 ans, avec sa mère, dans les années 1950, par des « maîtres » désireux de connaître la destination de leurs parents, esclaves fugitifs.



Zey témoigne avec d'autres quilombolas (esclaves fugitifs)

C'était dans les années 50. J'avais 12 ans. Toute ma famille était encore esclave dans une plantation de canne à sucre, au Maranhão, dans la région de Bacuri. Les conditions de vie étaient insupportables. Nous devions tous travailler durement, jours et nuits, quelque soit l'âge et le sexe.

Un soir, mes parents, mon grand-père, mes frères et mon oncle et ma tante, nous avons décidé de tenter de nous enfuir. Beaucoup avaient déjà essayé. Tous s'étaient fait prendre et punir, violemment.

Nous sommes parvenus à nous libérer de nos chaînes et nous glisser hors de la Senzala (logement des esclaves), à l'insu de nos gardiens. Il a fallu traverser des igarapés à la nage, dans l'obscurité. J'étais très faible. Je n'arrivais pas à suivre le groupe des adultes. Ils ne pouvaient pas m'attendre.. Ma mère est restée à mes côtés. Nous avons entendu les chiens et les cris de nos poursuivants. Le « capitão do mata » (gardien, souvent un ancien esclave affranchi, spécialisé dans « la récupération » des fugitifs), nous a jeté en prison, près de Cândido Mendes. 12 autres esclaves étaient déjà là, enchaînés.

Ils ont torturé ma mère pour la faire avouer sur la destination de nos parents fugitifs.

-« plutôt mourir » leur a-t-elle répondu.

Alors ils l'ont frappée jusqu'au sang, avec un fouet en cuir de boeuf. Ses chairs étaient à vif, ses dents cassées... Ils l'ont brûlée avec des fers incandescents et l'ont marquée en deux endroits, J et B, l'épaule gauche et la fesse droite. Elle a été ferrée et contre-ferrée comme le disaient les fermiers. C'est aussi ce qu'ils m'ont fait. Une marque au fer rouge à l'épaule droite (il enlève sa chemise pour nous montrer) et une autre en bas du dos. Nous sommes restés 8 jours à subir ces tortures. Mais nous n'avons pas parlé.

Par miracle le maire de Cândido Mendes avait été informé. Il est venu nous voir et nous a averti discrètement qu'il viendrait nous libérer cette nuit avec des hommes armés. Il a tenu parole. Des vivres et une pirogue nous attendait, surchargée des 14 esclaves libérés. Elle s'est retournée mais après 10 jours de marche nous sommes enfin tous arrivés ici, dans cet endroit discret, car nous étions devenus des quilombolas, des esclaves fugitifs, qui pouvaient être re-capturés à n'importe quel moment.

Au Maranhão, l'esclavage s'est modernisé, en pire.

Ces « nègres » (comme ils s'appellent eux-mêmes) vivent reclus, en communautés restreintes, et restent les gardiens d'une tradition et d'une science africaines, qui n'existent peut-être aujourd'hui que dans cette région, comme ces très anciens fours à manioc, ou ces racines d'origine africaine, aux vertus exceptionnelles, que certaines femmes ont préservé secrètement.



Mais ils ne sont toujours pas libres.

Les témoignages que nous avons filmés, racontent en direct une histoire séculaire, encore présente dans l'esprit de ces descendants d'esclaves. Ils en parlent avec terreur, révolte, parfois avec humour et orgueil, comme s'ils l'avaient eux-même vécue.

Ils sont fiers de leurs ancêtres. Ils veulent que leur histoire particulièrement cruelle ne soit pas oubliée. Alors ils ont fait appel à nous pour retrouver les traces d'un lieu qui hante leur mémoire collective : le *sumidouro*, une sorte d'oubliettes hérissées de lances et de sabres destinées à embrocher et découper les rebelles.

Grâce à Cleyda, petite fille d'esclave, nous avons pu localiser et rapporter les preuves d'une pratique ignorée par les historiens. Notre découverte a révélé un système génocidaire, machiavélique, cruel, qui va bien au delà d'une volonté de faire disparaître des rebelles gênants. Ce *sumidouro* était destiné à entretenir une psychose de la peur, qui persiste encore de nos jours et dont se servent les hommes de pouvoir de cette région. La loi du silence.



Mais ces négriers modernes ont très mal vu notre découverte et notre proximité amicale et confiante avec ces communautés quilombolas. Alors ils ont organisé contre nous un complot pour nous éliminer. Ils ont usé, et continuent à user tous les moyens pour nous faire condamner, faire pression sur les communautés. Nous avons tout raconté de façon très détaillée dans un blog de dix articles très documentés, un droit de réponse qui nous a toujours été refusé. Après avoir déposé huit procédures au Ministère de la Justice brésilienne qui les a toutes validées, cette mafia négrière continue ses malversations.

Ce blog explique, preuves à l'appui, les méthodes utilisées par ces négriers modernes pour arriver à leurs fins.



https://memoiresderacinees.blogspot.com/2019_03_27_archive.html

Nos persécuteurs de la mairie de Bacuri ont des liens privilégiés avec les institutions concernées par l'égalité raciale, les droits de l'homme, le statut des Quilombolas, qui leur permettent de protéger leur réseau mafieux et nous empêcher toute possibilité de nous défendre.

Par exemple l'attribution du certificat de Quilombola de São Felix, est très douteuse et totalement irrégulière, au bénéfice de ce réseau qui n'a rien à avoir avec la communauté. Les exemples d'irrégularités et de corruptions sont innombrables.

Menacée de mort, Magnólia n'a aucune possibilité d'aller chercher les témoignages au sein des communautés, qui sont elles-mêmes menacées. Elles ont beaucoup de choses à dire et démontrer, mais elles vivent dans la peur.

Le dossier juridique qui est entre les mains du promotor de Bacuri, est rempli de mensonges, « fake news », irrégularités, que nous pouvons facilement démonter à condition d'avoir la liberté et la sécurité de pouvoir se déplacer dans cette région. Actuellement ce serait un suicide.

Mais ce serait également un suicide de ne pas pouvoir se défendre contre de telles accusations odieuses et mensongères qui sont aux antipodes de la réalité.

Comment expliquer que le blog d'Ed Wilson Araújo est un condensé de « fake news », enregistré comme document juridique, alors que le nôtre ne l'est pas et répond à l'ensemble de ces mensonges ?

Notre procès est paraît-il ouvert, ce qui signifie qu'un juge lié à ce réseau, pourrait très vite lancer un mandat de prison contre nous, ce qui nous retirera tout moyen de défense.

Tout le Maranhão est gangrené par un réseau de corruption qui ruine toute tentative de défense citoyenne. Les communautés quilombolas en sont les premières victimes.

Production de cacao bio, escroquerie ou travail esclave ?



Autrefois la région du Xingú était riche en cacao que les coopératives locales achetaient cash. Nous avons souvent vu de nombreux agriculteurs livrer un sac dès qu'ils avaient besoin d'argent. Mais avec la construction du barrage de Belo Monte, la plupart de ces producteurs ont été expulsés de leurs terres, leurs plantations détruites.

Avec l'aide financière de Norte Energia et de l'État du Pará se sont alors créées d'autres coopératives, toutes localisées sur la trans-amazonienne, avec des gérants issus du monde de l'agro-négoce ou de l'élevage intensif. Des contrats ont été passés avec Natura, le géant des produits naturels et des cosmétiques, lié à Marina Silva et aux évangélistes.



Des petites villes comme Uruará et Medicilândia sont alors devenues les capitales du cacao organique, orientées vers un marché plus juteux destiné à l'étranger, en particulier la France. Les producteurs traditionnels expérimentés, habitués aux travaux intensifs et sans terre, sont alors devenus une main d'oeuvre, bon marché, proche du travail esclave comme vont le révéler nos témoignages.



O Pará está representado na 26ª edição do Salão do Chocolate e do Cacau, em Paris, na França, pelo produtor João Evangelista, do Sítio JE do município de Novo Repartimento, por Rita Aguiar, da CacauWay, do município de Medicilândia e por...

Voir la traduction



CONFIRMANOTICIA.COM.BR

Produtores de cacau de três municípios participam do Salão de Paris

O Pará está representado na 26ª edição do Salão do Chocolate e do Cacau, em Paris, na F...

Largement subventionnés, ces nouveaux entrepreneurs invités dans les manifestations nationales et internationales, occultent leur pratique d'exploiter leurs producteurs, d'une façon proche du travail esclave.



Antônio Kuga est un producteur de cacao organique mais il renonce à continuer à produire pour Natura et ces coopératives peu scrupuleuses.

Interview Antônio Kuga

Dalcio, le président de la coopérative des petits agriculteurs, au km110 de la trans-amazonienne m'a invité à livrer ma production de cacao organique pour une exportation vers la France. J'ai refusé.

J'ai vécu de trop mauvaises expériences.

Le distributeur attend que l'acquéreur paye sa commande, en général 5 à 6 mois, et je ne reçois l'argent qu'un an plus tard ! Comment je fais pour payer les « meeiros » (métayers) et mes frais ? Certains métayers m'ont attaqué en justice, d'autres ont voulu m'assassiner. Ils étaient convaincus de ma malhonnêteté.

Surtout que le cacao organique demande beaucoup de travail et du personnel qualifié et plus nombreux. Natura est venu ici pour nous expliquer leur exigence sur la qualité du cacao. Ils nous ont promis un règlement rapide. Ils n'ont pas tenu parole. Ils n'ont pas donné d'acompte et je n'ai toujours pas été payé. Je n'y crois plus. Je vais arrêter le cacao organique qui est un vrai travail d'esclave et me tourner vers le cacao conventionnel comme autrefois.



Cláudio, producteur de cacao organique, confirme.

Interview de Cláudio

J'aime faire du cacao de qualité mais c'est impossible. Natura nous avait promis d'acheter notre cacao 20% plus cher que le cacao conventionnel.

Il fallait le cueillir très vite, car il doit être mûr, ce qui demande plus de main d'oeuvre. Une femme de São Paulo venait régulièrement nous acheter notre cacao. Mais j'ai fait l'erreur de faire confiance à Natura.

Je leur ai livré 500kg, puis 1 tonne, puis 2 tonnes... Mais après 6 mois ils ne m'avaient toujours pas payé. Alors j'ai commencé à avoir de gros problèmes avec les « meeiros » qui réclament avec de plus en plus d'insistance, l'argent que je ne peux pas leur donner. Natura ne m'a donné aucun acompte. J'ai 75 ans, je suis fatigué. J'arrête. Je ne veux pas être coupable de travail esclave.

Je suis révolté par ces gens qui voyagent partout dans le monde et ne sont pas capables de payer normalement leurs producteurs.

L'ethnocentrisme, une cause de travail esclave

Pour expliquer l'implication de cet ethnocentrisme dans le travail esclave en Amazonie, certaines précisions sont nécessaires.

Une Amazonie très métissée

Parler de spécificité et d'exclusivité indiennes en Amazonie est une forme de racisme, responsable de drames et d'injustice très difficiles à enrayer. Les « caciques » très médiatisés par des ONGs ou des médias avides d'exotisme très lucratif, viennent à l'étranger chercher de l'argent, beaucoup d'argent, en prétendant défendre « leur communauté », l'Amazonie, ou même la planète. C'est exactement la même dérive que celle d'ISA ou ICMBio.

Le métissage ne date pas d'aujourd'hui en Amazonie mais dès les premiers contacts entre les européens et les indiens, et peut-être bien avant, avec les populations « négroïdes », les premiers occupants du continent sud-américain.

Comme populations légitimes d'Amazonie il serait préférable de parler de communautés traditionnelles, quelles que soient leurs origines. Les « Indiens » ne vivent pas tous en aldeias (villages toujours associés à un territoire). Beaucoup d'entre eux n'acceptent pas le régime, souvent dictatorial, d'un cacique. Ils préfèrent vivre comme des ribeirinhos ou des caboclos, parfois en communauté, souvent en famille. Un petit lopin de terre, un bras de rivière, leur suffit pour survivre. De leur part c'est un choix délibéré de vivre en harmonie avec leur environnement, ce qui n'est pas toujours le cas avec les « Indiens aldeados » qui aspirent à vivre comme des « blancs », à savoir de façon « moderne ». C'est une philosophie largement entretenue par la Funai qui leur dicte ce qu'ils doivent faire, ou ne pas faire. Une aspiration légitime mais qui dans ce cas ne devrait pas exiger un espace naturel immense logiquement réservé à ceux qui le respecte.

Expulsés pour ne pas être « aldeados »

Si nous prenons le cas de Belo Monte. Les « Indiens aldeados » reconnus et protégés par la Funai, les ONGs, les médias, ont été largement dédommagés par Norte Energia, même ceux qui n'étaient pas directement impactés par le barrage.

Alors que les 45 000 familles de communautés traditionnelles qui vivaient dans la « volta grande du Xingu » ont été expulsées brutalement, la plupart sans aucune indemnisation. Durant 4 ans nous avons vécu cela de très près. Nous avons combattu à leurs côtés. Un combat sans issue, car toute l'opinion internationale était focalisée par la médiatisation de prétendus opposants au barrage, comme le fameux Raoni, qui a touché beaucoup d'argent à l'internationale sous prétexte de

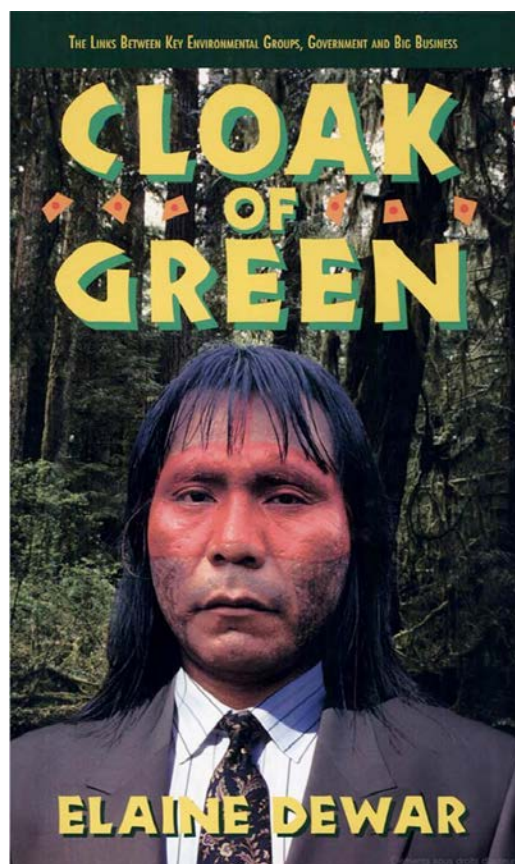
lutter contre Belo Monte. Mais il n'a fait que parler et entretenir sa notoriété. Son aldeia est à 1200 km de la volta grande, et l'argent qui lui a été versé n'a jamais été investi pour aider les communautés véritablement victimes de ce barrage.

Au coeur d'une guerre tribale, sur fond de corruption

La défense légitime de l'Amazonie a malheureusement entraîné une corruption massive de certains Indiens avides d'argent et de notoriété. Dans les années 90 nous avons été invités par des Kaiapós à filmer la création d'une nouvelle aldeia appelée Moikarakô. En réalité c'étaient les membres de la communauté du célèbre cacique Paiakan qui se sont séparés de lui, révoltés par la corruption de leur cacique.

Il avait signé avec Bodyshop un juteux contrat de production de châtaignes et n'avait jamais reversé l'argent dans la communauté. Il a alors déclaré la guerre à Moikarakô mais aussi contre nous. Si la Funai n'était pas intervenu cela aurait été un véritable massacre.

Pour ceux qui auraient des doutes sur cette corruption qui gangrène les aldeias indiennes, je ne peux que leur conseiller de lire le livre « cloak of green » de la journaliste canadienne Elaine Dewar, qui a fait un travail colossal d'investigation sur Raoni et Paiakan.



Son livre n'a jamais été valorisé comme il aurait dû l'être, et pour cause... C'est un véritable réseau mafieux qui a de nombreuses connections à l'échelle nationale et internationale.

Des territoires gigantesques

La propriété de territoires gigantesques, riches en ressources, comme ceux des kaiaipós (15 millions d'hectares) n'est pas étrangère à cette adoration envers des personnages « emblématiques ». Notre ami et cacique Alikafu Xipaia a été assassiné par un pistoleiro Munduruku, suite à la diffusion de notre documentaire « les invisibles de Belo Monte » dans lequel il dénonçait la corruption de ces caciques, dont Raoni.



Lien pour voir le dossier sur Alikafu:

<https://www.dropbox.com/s/ssv34n2o2i23t3x/Le%20cacique%20Alikafu%20Xipay%C3%A1%20fr%20w.pdf?dl=0>

J'avais reçu des menaces contre nous et Alikafu par l'intermédiaire d'un indien vivant en France et proche de Raoni. Mais je n'ai malheureusement pas pu prévenir notre Ami qui vivait isolé, au coeur de la Volta grande. Lorsque nous y sommes retournés, nous avons appris avec beaucoup de tristesse et de révolte qu'il avait été assassiné.

Alikafu était le dernier des guerriers de la volta grande du Xingú, en lutte contre le barrage et la corruption. Pas une seule ONG qui prétend défendre l'Amazonie et ses Peuples n'a communiqué sur son horrible assassinat. Étrange coïncidence.

J'ai envoyé un dossier avec toutes les preuves au Ministère de la Justice brésilien, à la Funai... Il n'y a jamais eu d'investigation sur les supposés mandataires de cet assassinat et le pistoleiro a été relâché.

Lien du dossier:

<https://www.dropbox.com/s/ix2t55vishtqjus/menaces%20Raoni-Edson%20Kaiaip%C3%B3%20fr%20w.pdf?dl=0>

Les plumes de la supercherie

Nous avons toujours été surpris de voir l'admiration aveugle du monde occidental devant un personnage coiffé d'un cocar de plumes qui semblerait lui donner une certaine légitimité de guerrier, ou protecteur de l'Amazonie. Nous pouvons vous affirmer que lorsque nous étions au coeur de la guerre tribale, les guerriers ne portaient pas de cocar qui les auraient fait facilement repérer par l'ennemi. Ils étaient peints tout en noir pour mieux se dissimuler la nuit dans la forêt...

Quant au cocar de parade pour appeler à la défense de l'Amazonie, imaginez quelqu'un qui lance un appel à la protection de la nature et des animaux porter un manteau des fourrures ! le message passerait très mal. Même chose pour le cocar, dont la fabrication est tolérée par IBAMA juste à titre cultuel, et non pour en faire un trafic qui est alors passible de deux ans de prison. Beaucoup des oiseaux sacrifiés pour ces cocars sont sur la liste rouge de l'IUCN...

Une ethnologue avait assisté à Paris en 2012 à une vente aux enchères organisée par Planète Amazone et Nicolas Hulot. Elle en a été tellement scandalisée qu'elle nous a envoyé la video qui est ici :



<https://www.dropbox.com/s/4oigy1us1bc1t38/venda%20de%20produtos%20ilegais-yt.mov?dl=0>

Quand Hulot vole dans les plumes des Indiens d'Amazonie

L'ami de la planète a co-organisé une vente de coiffes pas très écolo-réglo.

UNE cinquantaine de personnes se pressent dans une petite salle chic du VI^e arrondissement de Paris. Des mondains, des vedettes et des Indiens. Au premier rang : Raoni, fameux grand chef des Kayapos, venu d'Amazonie avec deux compères. Au deuxième rang : Nicolas Hulot, co-organisateur de la sauterie avec Gert-Peter Bruch, président de l'association Planète Amazone. Et, côté animation, le réputé commissaire-priseur Pierre Cornette de Saint-Cyr.

Ce 4 décembre 2012, c'est une vente aux enchères de charité que propose Hulot avec ses potes et sa Fondation pour la nature et l'homme. Dans le cadre d'une campagne baptisée « Urgence Amazonie », notre téléécologiste récolte des fonds pour aider l'Institut Raoni, au Brésil, à rebâtir des villages et à lutter contre la déforestation. Mais, pour le voltigeur d'« Ushuaïa », il s'agit aussi d'effectuer son retour médiatique après l'affront de la présidentielle, où l'ex-prétendant à la candidature d'Europe Ecologie-Les Verts a été défait par Eva Joly.

Dès le 29 novembre, Hulot a remis la machine en route. Il a arrangé une touchante rencontre entre Raoni et Hollande, à l'Élysée, avec de belles images pour les télé. Il a ensuite fait inviter le vieux cacique kayapo au 20 heures de TF1. Juste après cette « séquence émotion », le chef de l'État a su renvoyer l'ascenseur à Hulot, en lui confiant une ébouriffante mission : « envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète... ». Sur le papier (recyclé), ça en jette !

La Cornette et les 12 coiffes

Le 4 décembre, donc, Hulot, Raoni et tous leurs amis se retrouvent à l'occasion de leur vente pour pipoles. Au catalogue : des parures de cérémonie amérindiennes. Des ornements, des bâtons, des bijoux et, surtout, les fameuses coiffes en plumes. Des objets rares et précieux vendus comme à la criée... Et il suffit, bien sûr, de dire que Raoni les a portés pour voir leurs prix s'envoler.



Premier lot : quatre coiffes. « Elles sont chargées d'histoire », attaque Cornette de Saint-Cyr. Mise à prix de la première : 750 euros. Qui dit mieux ? Madame ? Monsieur ? Adjugé : 1 000 euros ! « C'est à vous, ma chère, bravo ! » jubile le commissaire-priseur. La « chère » en question est l'actrice Mélanie Laurent. Enchère suivante : une petite coiffe « de baptême », qui a aussi été « portée lors de cérémonies ». Hop ! c'est Hulot qui emporte le morceau pour 600 euros. « Merci, mon cher Nicolas... » La fête se poursuit ainsi durant une heure et demie. A l'arrivée, 12 superbes coiffes sont cédées pour 8 150 euros, soit la moitié du montant final de l'opération (15 680 euros). Encore merci pour Raoni et pour l'Amazonie.

Problème : cette vente n'est pas très réglo. Les organisateurs, Planète Amazone et notre éminent écolo Hulot, le savent pourtant : le commerce de coiffes indiennes d'Amazonie est particulièrement sensible et encadré. Elles sont fabriquées à partir de plumes de grands perroquets, les aras bleus et rouges, deux espèces protégées par la Cites (Convention de Washington sur le commerce international

des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction).

Pour vendre ces objets, il faut rassembler une montagne de papiers : d'abord un laissez-passer de la Funai (organisme gouvernemental qui gère les intérêts des Indiens au Brésil), puis un permis d'exportation délivré par les autorités brésiliennes, et encore un permis d'importation en France, accordé par une sous-direction de l'environnement (la Driea) au ministère de l'Écologie. Enfin, chaque acheteur doit recevoir du papier jaune, le « certificat intracommunautaire », lequel atteste de la conformité de la vente.

Mais rien de tout cela dans la fiesta de la bande à Hulot ! Ni les douaniers parisiens ni les flics de la brigade Cites-Capture, la police de l'environnement spécialisée dans le contrôle de ce type de commerce, n'ont été avertis de l'entrée de ces coiffes en France l'hiver dernier. Et aucune demande d'autorisation n'a été déposée auprès du ministère, ni par Hulot ni par l'association Planète Amazone. Un brin gêné, son président, Gert-Peter Bruch, explique sans rire au « Canard » que « Raoni a demandé à organiser cette

vente. Ce sont les Indiens qui s'occupent des autorisations ». Pierre Cornette de Saint-Cyr, lui, est plus direct : « C'est une vente de charité ! Pas besoin de crétins de fonctionnaires pour savoir si c'est bien ou pas ! Raoni dit : "C'est bien." Donc c'est bien ! » balance tout net le commissaire-priseur.

Poulets au secours des perroquets

La position des « crétins de fonctionnaires » est un peu différente. Même si c'est pour la bonne cause et que la vente se déroule en présence des Indiens, la loi, c'est la loi. Motif : « Il ne faut pas encourager les Amérindiens à fabriquer toujours plus de coiffes pour en tirer profit et donc à prélever plus de perroquets dans la forêt amazonienne », explique un poulet français.

Finauds, les Amérindiens n'ont donc « rien à déclarer » lorsqu'ils passent la douane avec leurs valises bourrées de coiffes, qu'ils présentent comme des « objets usuels » : leurs fringues, en somme, non destinées à la vente. Et ils ne sont jamais contrôlés à la sortie... L'astuce a d'ailleurs été révélée lors de la précédente vente chic d'une dizaine de coiffes, le 26 septembre 2011, dans un resto parisien. Une vidéo avait été tournée par Gert-Peter Bruch. On y voit Jean-Pierre Dutilleul, le président de l'association La Forêt vierge, faire monter les enchères : « Il faut rappeler que c'est très difficile de trouver ces choses-là en France. Ce n'est que parce qu'elles sont utilisées par les Indiens qui les ont amenées qu'elles ont pu entrer, sinon elles sont interdites ».

Leur copain Hulot va sûrement monter une nouvelle fondation pour lutter contre ces ventes pas très bio !

Christophe Nobili

● « Navré de ce qui se passe », Hulot précise au « Canard » : « Planète Amazone avait besoin d'un coup de main pour la médiatisation. On m'a dit qu'il y avait une vente pour Raoni, je n'ai pas été voir plus loin. Pour moi, tout était carré. La prochaine fois, je ne répondrai peut-être plus à l'appel. » A l'appel de la forêt de caméras ?

Le Canard Enchaîné l'avait dénoncé en 2013.

Une idolâtrie responsable de l'esclavage des Ribeirinhos

Ce détournement du combat contre le Barrage de Belo Monte par ces Indiens médiatiques et corrompus, a entraîné le manque de soutien de ceux qui ont été vraiment impactés et qui étaient prêts à combattre. Nous pouvons en témoigner. résultat ils ont été expulsés de leurs terres et n'ont pas eu d'autre choix que de chercher un emploi, trop souvent synonyme de travail esclave.

Un terrible exemple de cette complicité des prétendus défenseurs de l'Amazonie, est le cas des 7 palmeiras que nous expliquons en détail dans le chapitre suivant.

La face cachée des 7 palmeiras

400 producteurs extrativistes, titularisés Iterpa ou Incra, expulsés par la création d'une fausse aldeia inventée par des environnementalistes (ISA, Xingu Vivo, CIMI).

La lutte pour la défense de l'Amazonie concerne tous ses habitants qui la respectent et la protègent, sans distinction d'origines. Les 2/3 de ces producteurs étaient d'origine indienne...



Le rio Bacajá et le territoire des 7 palmeiras

Chronologie de nos recherches

Nous avons effectué 3 expéditions dans la «volta grande du xingú», totalisant 9 mois d'enquête et de tournage, au contact de toutes les communautés «impactées» par le barrage de Belo Monte. Une exploration en conditions extrêmes qu'aucun chercheur, cinéaste, photographe ou journaliste n'avait réalisée pour mieux comprendre la situation des «Ribeirinhos» (riverains).

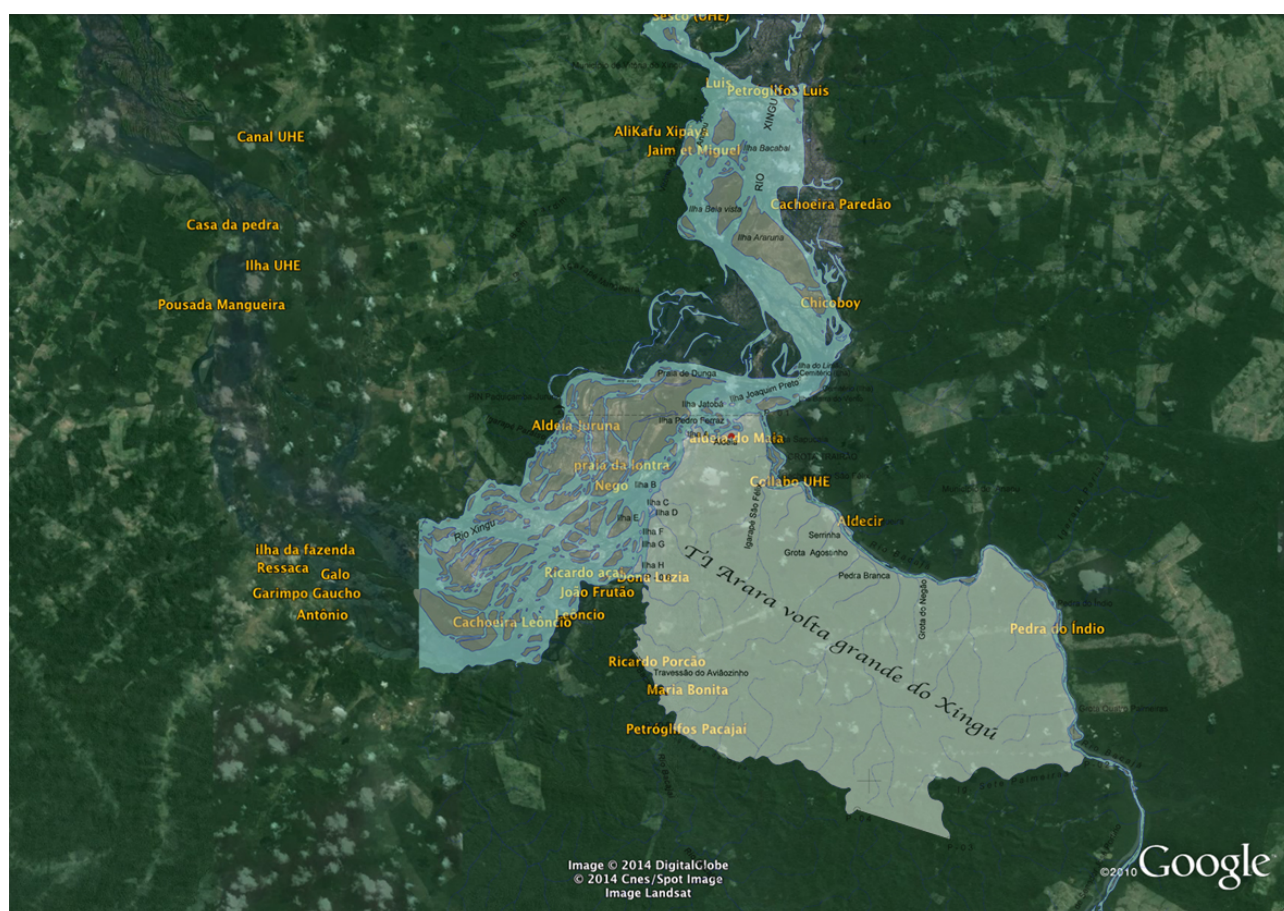
Ce premier document est basé sur les témoignages et preuves que nous avons récoltées durant ces trois expéditions, mais aussi sur les dossiers EIA de Belo Monte, de la Funai ou d'ISA. (Instituto sócio-ambiental)

Dans cette région et toute l'Amazonie, il est conservateur et raciste, comme le font encore beaucoup d'ONGs et «d'indigénistes», de parler exclusivement comme peuples de la forêt, des Indiens «aldeiados» (vivant en communauté) en oubliant tous les autres, de toutes origines, Índios, Quilombos, Caboclos, Brancos, Mestiços, qui

vivent en parfaite harmonie avec la forêt et jouent un rôle économique durable, fondamental pour la région et le pays.

En 2012, lors de notre seconde expédition dans la «volta grande do xingú», beaucoup de «ribeirinhos» de toutes origines étaient révoltés par la création très arbitraire et injuste de «l'aldeia du Maiá», responsable de l'expulsion de petits agriculteurs qui vivaient là bien avant l'arrivée de prétendus Indiens Araras.

En 2014, lors de notre dernière expédition, nous avons été sollicités par un groupe désespéré et très important de petits agriculteurs (environ 400) expulsés par la «força nacional», sur demande de la Funai, qui avait quelques mois auparavant légalisé ce territoire comme TI Arara de la volta grande do xingú. L'aldeia du Maiá et ses 100 ha était devenue un territoire de 25 500 ha...



Carte avec les localisations en jaune des lieux de nos recherches en 2012

Historique de la TI Arara de la volta grande do xingú

Ces agriculteurs installés depuis longtemps dans cette région des 7 palmeiras (Xingú-Bacajaí-Bacajá), avec l'accord d'Incra ou d'Iterpa, selon l'époque, ont créé dans des conditions très difficiles des jardins extraordinaires d'agro-foresterie, indispensables pour l'alimentation de toute la région d'Altamira, Anapú, Vitória etc...

Ils connaissent très bien la descendance de ces habitants du Maiá et les accusent de ne pas être indiens, mais métis, comme une grande majorité des habitants de la «volta grande du Xingú».



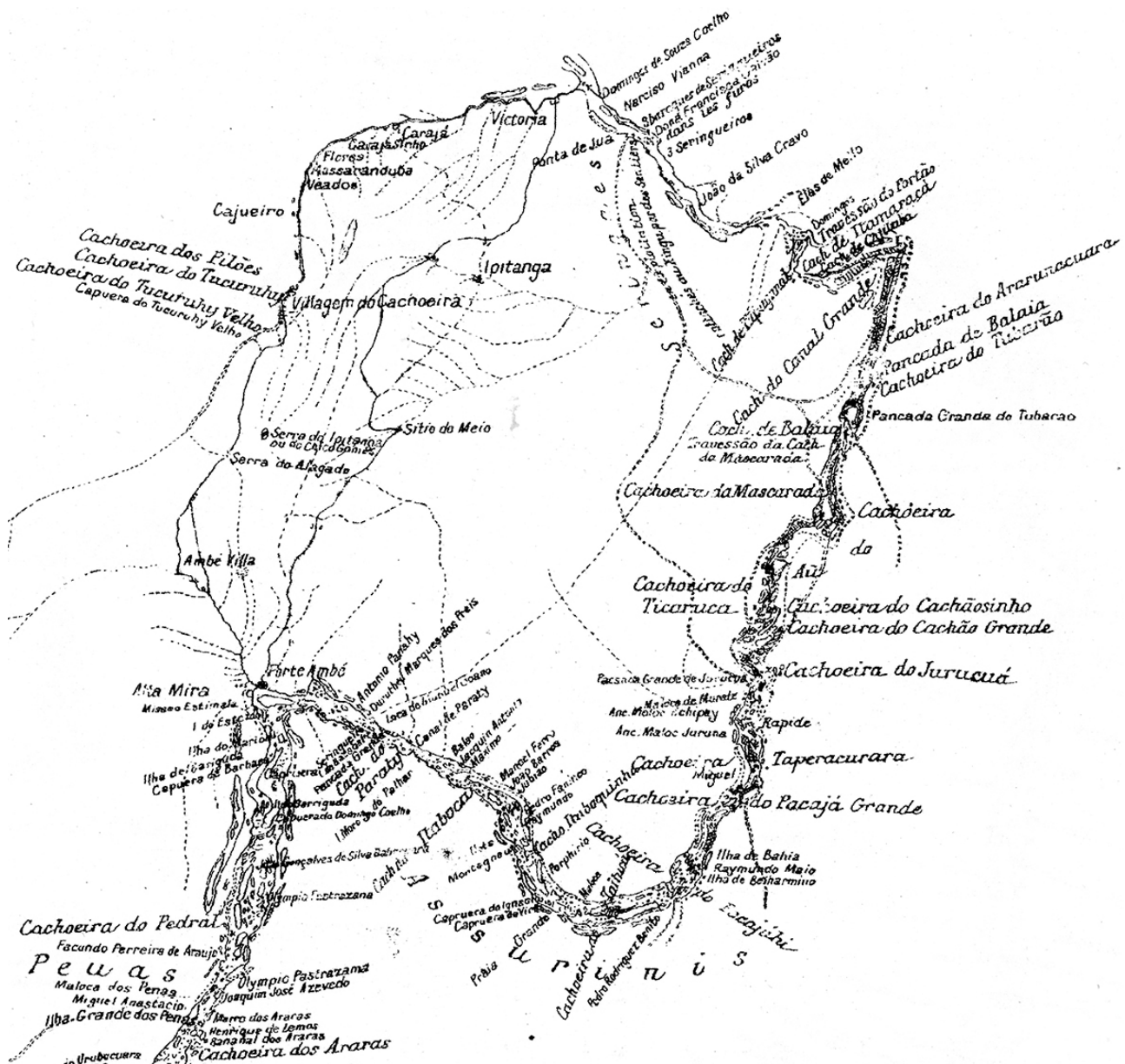
Aldeia du Maia et le rio Xingú



*Aldeia du Maia et les rios
Xingú et Bacajá*

Alors nous avons enquêté sur l'histoire de cette «aldeia» et nous avons découvert que ces «ribeirinhos» ont raison : Ces habitants du Maiá ne sont pas plus indiens que les autres, la plupart «importés» du Maranhão, et que leur revendication est basée sur des mensonges, alimentés par les ONGs et la Funai.

Ils prétendent appartenir à la tribu des Araras, qui (dixit) selon Coudreau aurait habité cette région à la moitié du 19ème siècle. C'est faux, comme l'indique cette carte dessinée par Coudreau lui-même. Dans son livre référence «voyage au xingú» (1896) le français Henri Anatole Coudreau ne mentionne jamais la présence d'Araras dans cette région Bacajaí-Bacajá.



Carte de Coudreau (1896) qui prouve l'existence des Assurinins et non des Araras.

Le fondateur de cette aldeia est Leôncio Ferreira do Nascimento, dont le père Bernardo Ferreira do Nascimento, était un noir venu du Maranhão, un seringueiro qui commercialisait avec les Jurúna et Pirá Arara proches d'Altamira. Il s'est intégré au sein de ces groupes et a contribué à l'éducation de Firma Arara, fille de Pirá (Arará) et de Pipina (Jurúna), qu'il a épousée à l'âge de 15 ans.

Leôncio (décédé) a reconnu que lorsque des Araras sont arrivés dans cette région appelée «Pontão da Tintim» à la moitié du XIXème siècle, elle était habitée par 3 propriétaires blancs : Vicente, un cearense, Pedro Ferraz et Feliciano. Tous les «ribeirinhos» qui vivent ici depuis plus de 30 ans, n'ont jamais connu l'existence d'une «aldeia» indienne. Seuls y vivaient des pêcheurs, «seringueiros» ou «castanheiros».

Leôncio, le métis, et sa femme Ananum, ont commencé à créer un petit groupe, avec une majorité d'habitants du Maranhão, aux origines très diverses, et à revendiquer en 2004 une «terra indígena Arará», le peuple du Maiá, avec comme seul document une carte de Anuência ao banco do brasil como Licença de Ocupação nº4.01.82.1/0919 e Processo PF/ALT nº001.08/76 expedido pelo INCRA. Comme tous les autres agriculteurs de la «Gleba Bacajaí», INCRA leur avait attribué un terrain de 100 ha, qu'ils n'ont jamais cultivé.

Ce nom du Maiá vient de la proche cascade du Maiá, un non-indigène qui s'y est noyé... Une preuve de plus que les premiers habitants n'étaient pas indigènes...

Leôncio, puis son petit fils José Carlos Ferreira da Costa, devenu cacique du groupe, ont poursuivi «l'importation» d'habitants, la plupart du Maranhão ou d'Altamira, pour atteindre 112 personnes en 2010. Certains, comme Eliana, l'oncle de Zey Carlos qui cultivait un champs, ont été expulsés de «l'aldeia».

Ils ont aussi forcé l'Ethnisation, en apprenant au «povo du Maiá» à se peindre le corps, danser, utiliser l'arc et la flèche, pour «faire indien» et préparer la régularisation de la TI Arara da Volta grande do Xingu, qu'ils obtiendront en 2011.

Pour bénéficier des 25 500 ha de terre, l'une des dernières forêts préservées de la volta grande, ils feront expulser les 400 petits agriculteurs qui y produisaient et vivaient en parfaite harmonie avec les «aldeias» indigènes voisines de Paquçamba (Jurúna) et Trincheira Bacajá (Kayapó-Xikrin). La régularisation de cette terre, basée sur des faits erronés, fait partie des conditions de construction du barrage de Belo Monte.



Ricardo, sa famille, son sanglier domestique vivaient heureux dans leur jardin agroforestier.



Avant d'être forcés d'abandonner leur paradis productif et écologique

Les raisons cachées de l'extension de cette fausse aldeia

Les habitants du Maiá cultivent très peu. Ils sont entretenus par la Funai et Norte Energia qui leur offrent tout ce dont ils ont besoin : nourriture, moyens de communication, véhicules 4x4, antenne satellite, construction de maisons en ciment, essence, «voadeiras» (barques en aluminium) avec des moteurs de 90-110 CV, collège, poste de santé etc.... Comme nous ont dit tous les témoins : on ne voit jamais de «voadeiras» partir du Maiá pour Altamira, chargées de production. Par contre elles reviennent d'Altamira chargées de nourriture, essence et objets de toutes sortes, des cadeaux de Norte Energia.

Une société payée par Norte Energia, avec des travailleurs étrangers à «l'aldeia», est entrain de leur construire leurs maisons en ciment avec tout le confort désiré. Les faux-indiens du Maiá sont tous équipés de fusils avec lesquels ils ne laissent aucune chance au gibier. Ils ont massacré tout un groupe de 130 sangliers, juste par plaisir de tuer. Ils exterminent les tortues du Bacajá qu'ils revendent en cachette à Ressaca. Leur statut «d'Indien» les protège de tout contrôle.

Le Maiá est devenue une aldeia des loisirs, de la cachaça, de la violence, de la prostitution. La musique de variété brésilienne est propagée à grande distance et jusque tard dans la nuit, grâce à des amplis et des haut-parleurs gigantesques. La drogue circule. Le Maiá est devenue une «aldeia» de non-droit, improductive. Même les Indiens n'y sont pas les bienvenus. Le fils Tucum qui a assassiné son frère, s'y est réfugié pour se protéger de la vengeance du père. Nous avons voulu interviewer Zey Carlos, qui n'est désormais plus cacique du Maiá, pour cause de corruption. Il a refusé. Alors il a créé une autre aldeia, à courte distance, histoire de recevoir plus d'argent de la Funai et de Norte Energia. Il est décédé cette année du covid alors qu'il était vacciné.

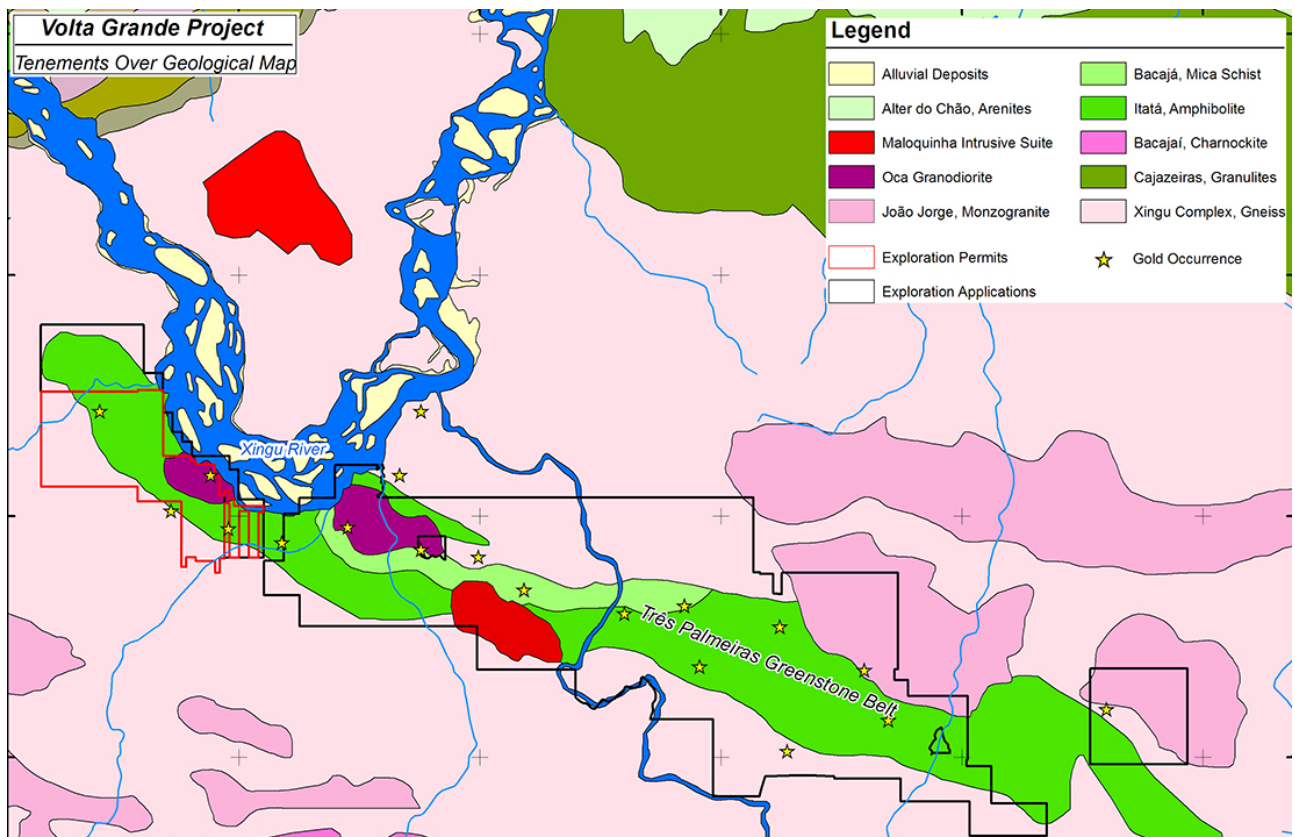
Pourquoi la Funai a-t-elle préféré favoriser un groupe de non-Indiens improductifs en leur offrant un territoire immense (25 500 ha), volé à 400 agriculteurs agro-forestiers installés depuis de nombreuses années avec l'autorisation d'Incra et d'Iterpa ? A titre d'exemple,

«l'aldeia» légitime et incontestable de Paquigamba, de l'autre côté de la rive du Xingú, ne possède qu'un territoire de 4 348 ha...



Damador avec ses 100 ha attribués par Incra résiste. Il produit cacao, açaí, bananes, cupu etc...

La réponse nous arrivera très vite. De nombreux témoins nous ont parlé d'avions de l'entreprise canadienne Belo Sun, quadrillant à très basse altitude cette région. Nous découvrirons en pleine forêt des balises de forage datant d'octobre 1986 à novembre 2012.. et signées Verena et Belo Sun. Sur une carte publiée sur leur site, un important gisement d'or, a été détecté dans la région des 7 palmeiras...



Carte de Belo Sun illustrant le résultat de leurs prospections terrestres et aériennes



Découverte de plaques de sondage 2012 et de produits toxiques utilisés par Belo Sun

Alors nous pouvons affirmer que cette «aldeia» du Maiá a été créée pour les raisons suivantes :

La facilité d'expulser ces habitants des 7 palmeiras sans aucun droit et avec des indemnisations ridicules: Rester en territoire indigène est illégal et enlève toute responsabilité de Norte Energia dans le règlement du conflit. C'est la Funai qui prend le relais.

Exploiter dans le futur un gisement d'or, avec la complicité des habitants du Maiá, plus corruptibles et moins soucieux de l'environnement que les petits agriculteurs.

Exploiter les arbres nobles, sans aucun contrôle extérieur et en toute impunité. C'est déjà ce que font les Indiens Tucum du TI Trincheira Bacajá. Lorsque des membres de la Funai d'Altamira sont venus faire l'inventaire du terrain de Damador, l'un des derniers résistants des 7 palmeiras, ils ne se sont pas intéressés à sa production de cacao, açaí, bananes, cupus etc... mais au nombre d'acajous... D'excellente valeur marchande.

Ce premier rapport n'est qu'un exemple de ce que nous avons découvert. Nous avons beaucoup d'autres documents écrits ou audiovisuels qui démontrent l'injustice et l'absurdité de la création de cette TI Arara da volta grande do Xingú.

La logique voudrait que cette démarcation soit annulée et remplacée par une réserve extrativiste, forte de ces 400 petits agriculteurs capables de préserver la forêt et de continuer à produire de façon écologique et durable la nourriture nécessaire au pays.



João est marié à une indienne Curuaia. Son terrain qu'il cultive sur les rives du rio Bacajaí est très productif et permet d'entretenir sa famille nombreuse et quelques animaux de la forêt. Il résiste aux menaces d'expulsion et ne comprend pas pourquoi ils n'ont pas les mêmes droits que les métis de l'aldeia du Maiá.



Glossaire

aldeia	village indigène, associé à un territoire
andiroba	arbre dont l'huile est antiseptique et apaisante
babaçu	palmier. Huile utilisée en biocarburants ou cosmétiques
Bolsa família	subvention de 89 reais par personne et par mois
caboclos	Métis d'Indien et de blanc
cantinas	sorte de mini-market de première nécessité
capitão do mata	Chasseur d'esclaves fugitifs
carvoarias	lieu où est fabriqué et stocké le charbon végétal
casa de apoio	Maison d'assistance
castanha	Châtaigne du Brésil
cestas basicas	panier alimentaire de première nécessité
companheiros	Compagnons de lutte
Conselho Ribeirinho	Conseil des Ribeirinhos créé par Norte Energia
Cooperativo pescadores	Coopérative des pêcheurs créé par Norte Energia
copaiba	arbre copier réputé pour son huile médicinale
Fazendeiros	grands fermiers avec de grandes fazendas
ficha suja	Liste noire - inéligibilité électorale
Funai	Fondation nationale de l'Indien
Fundação Palmares	Fondation fédérale au service des Quilombos
garimpeiros	chercheurs de minerais
garimpos	chantier de prospection de minerais
gatas	chats, surnom des intermédiaires
grileiros	Envahisseurs des terres, souvent armés
ICMBio	Institut Chico Mendes de conservation de biodiversité
igarapés	canal naturel entre deux îles
Ipé	l'ébène verte
jatobá	arbre appelé aussi le Courbaril
madeireiros	Marchands de bois et bûcherons
mateiros	explorateur florestal

Matrixão	poisson de la famille des Characidae - Brycon sp
meeiros	métayer
mineradores	Mineurs
MPF	Ministère public fédéral
nègres	terme qui n'est pas péjoratif
Norte Energia	SA responsable construction et opération barrage
Pacu	poisson dulçaquicole
Pacu de seringa	poisson de la famille Serrasalminidae,
pardos	Métis
Pedral	lieu-dit près de la ville d'Altamira
Piau	poisson Leporinus freiderici
pistoleiros	tueurs à gage
posse	terrain en usufruit pour l'agriculture
posseiros	occupants des posse
processos	procédures juridiques
quilombolas	Esclaves fugitifs
quilombos	lieu où se sont réfugiés les esclaves fugitifs
Rei	Roi, nom donné par les esclaves à leur maître
Resex	Réserve extrativiste
Ribeirinhos	Riverains
rios	rivières
RUC	re-localisations urbaines collectives
sarau	fruit aliment des poissons d'eau douce
Senzala	habitation des esclaves
seringa	caoutchouc
sumaúma	arbre d'Amazonie imposant. (Ceiba pentandra)
sumidouro	Oubliette ou étaient jetés les esclaves rebelles

conventions de l'OIT ratifiées par le gouvernement brésilien

conv	Thème	OIT	adop Brésil	actif
3	Relativa ao Emprego das Mulheres antes e depois do parto (Proteção à Maternidade)	1919	26/04/1934	non
4	Relativa ao Trabalho Noturno das Mulheres	1919	26/04/1934	non
5	Idade Mínima de Admissão nos Trabalhos Industriais	1919	26/04/1934	non
6	Trabalho Noturno dos Menores na Indústria	1919	26/04/1934	oui
7	Sobre a Idade Mínima para Admissão de Menores no Trabalho Marítimo (Revista em 1936)	1920	08/06/1936	non
11	Direito de Sindicalização na Agricultura	1921	25/04/1957	oui
12	Indenização por Acidente do Trabalho na Agricultura	1921	25/04/1957	oui
14	Repouso Semanal na Indústria	1921	25/04/1957	oui
16	Exame Médico de Menores no Trabalho Marítimo	1921	08/06/1936	oui
19	Igualdade de Tratamento (Indenização por Acidente de Trabalho)	1925	25/04/1957	oui
21	Inspeção dos Emigrantes a Bordo dos Navios	1926	18/06/1965	oui
22	Contrato de Engajamento de Marinheiros	1926	18/06/1965	oui
26	Métodos de Fixação de Salários Mínimos	1928	25/04/1957	oui
29	Trabalho Forçado ou Obrigatório	1930	25/04/1957	oui
41	Relativa ao Trabalho Nocturno das Mulheres (Revista, 1934)	1934	08/06/1936	non
42	Indenização por Enfermidade Profissional (revista)	1934	08/06/1936	oui
45	Indenização por Enfermidade Profissional (revista)	1935	22/09/1938	oui
52	Férias Remuneradas	1936	22/09/1938	non
53	Certificados de Capacidade dos Oficiais da Marinha Mercante	1936	12/10/1938	oui
58	Idade Mínima no Trabalho Marítimo (Revista)	1936	12/10/1938	non
80	Revisão dos Artigos Finais	1946	13/04/1948	oui
81	Inspeção do Trabalho na Indústria e no Comércio	1947	11/10/1989	oui
88	Organização do Serviço de Emprego	1948	25/04/1957	oui
89	Trabalho Noturno das Mulheres na Indústria (Revista)	1948	25/04/1957	oui
91	Férias Remuneradas dos Marítimos (Revista)	1949	18/06/1965	non
92	Alojamento de Tripulação a Bordo (Revista)	1949	08/06/1954	oui

conv	Thème	OIT	adop Brésil	actif
93	Sobre Salários, Duração de Trabalho a Bordo e Tripulação (Revista em 1949)	1949	18/06/1965	oui
94	Cláusulas de Trabalho em Contratos com Órgãos Públicos	1949	18/06/1965	oui
95	Proteção do Salário	1949	25/04/1957	oui
96	Concernente aos escritórios remunerados de empregos	1949	21/06/1957	non
97	Trabalhadores Migrantes (Revista)	1949	18/06/1965	oui
98	Direito de Sindicalização e de Negociação Coletiva	1949	18/11/1952	oui
99	Métodos de Fixação de Salário Mínimo na Agricultura	1951	25/04/1957	oui
100	Igualdade de Remuneração de Homens e Mulheres Trabalhadores por Trabalho de Igual Valor	1951	25/04/1957	oui
101	Férias Remuneradas na Agricultura	1952	25/04/1957	non
102	Normas Mínimas da Seguridade Social	1952	15/06/2009	oui
103	Amparo à Maternidade (Revista)	1952	18/06/1965	oui
104	Abolição das Sanções Penais no Trabalho Indígena	1955	18/06/1965	oui
105	Abolição do Trabalho Forçado	1957	18/06/1965	oui
106	Repouso Semanal no Comércio e nos Escritórios	1957	18/06/1965	oui
107	Populações Indígenas e Tribais	1957	18/06/1965	non
108	Documentos de Identidade dos Marítimos	1958	05/11/1963	non
109	Sobre os Salários, a Duração do Trabalho a Bordo e as Lotações (revista em 1958)	1958	30/11/1966	non
110	Sobre as Condições de Emprego dos Trabalhadores em Fazendas	1958	01/03/1965	non
111	Discriminação em Matéria de Emprego e Ocupação	1958	26/11/1965	oui
113	Exame Médico dos Pescadores	1959	01/03/1965	oui
115	Proteção Contra as Radiações	1960	05/09/1966	oui
116	Revisão dos Artigos Finais	1961	05/09/1966	oui
117	Objetivos e Normas Básicas da Política Social	1962	24/03/1969	oui
118	Igualdade de Tratamento entre Nacionais e Estrangeiros em Previdência Social	1962	24/03/1969	oui
119	Proteção das Máquinas	1963	16/04/1992	oui
120	Higiene no Comércio e nos Escritórios	1964	24/03/1969	oui
122	Política de Emprego	1964	24/03/1969	oui

conv	Thème	OIT	adop Brésil	actif
124	Exame Médico dos Adolescentes para o Trabalho Subterrâneo nas Minas	1965	21/08/1970	oui
125	Certificados de Capacidade dos Pescadores	1966	21/08/1970	oui
126	Alojamento a Bordo dos Navios de Pesca	1966	12/04/1994	oui
127	Peso Máximo das Cargas	1967	21/08/1970	oui
131	Fixação de Salários Mínimos, Especialmente nos Países em Desenvolvimento	1970	04/05/1983	oui
132	Férias Remuneradas (Revista)	1970	23/09/1998	oui
133	Alojamento a Bordo de Navios (Disposições Complementares)	1970	16/04/1992	oui
134	Prevenção de Acidentes do Trabalho dos Marítimos	1970	25/07/1996	oui
135	Proteção de Representantes de Trabalhadores	1971	18/05/1990	oui
136	Proteção Contra os Riscos da Intoxicação pelo Benzeno	1971	24/03/1993	oui
137	Trabalho Portuário	1973	12/08/1994	oui
138	Idade Mínima para Admissão	1973	28/06/2001	oui
139	Prevenção e Controle de Riscos Profissionais Causados por Substâncias ou Agentes Cancerígenos	1974	27/06/1990	oui
140	Licença Remunerada para Estudos	1975	27/09/1994	oui
142	Desenvolvimento de Recursos Humanos	1975	24/11/1981	oui
144	Consultas Tripartites sobre Normas Internacionais do Trabalho	1976	27/09/1994	oui
145	Continuidade no Emprego do Marítimo	1976	18/05/1990	oui
146	Relativa às Férias Anuais Pagas dos Marítimos	1976	24/09/1998	oui
147	Normas Mínimas da Marinha Mercante	1976	17/01/1991	oui
148	Contaminação do Ar, Ruído e Vibrações	1977	14/01/1982	oui
151	Direito de Sindicalização e Relações de Trabalho na Administração Pública	1978	15/06/2010	oui
152	Segurança e Higiene dos Trabalhos Portuários	1979	18/05/1990	oui
154	Fomento à Negociação Coletiva	1981	10/07/1992	oui
155	Segurança e Saúde dos Trabalhadores	1981	18/05/1992	oui
158	Término da Relação de Trabalho por Iniciativa do Empregador	1982	05/01/1995	non
159	Reabilitação Profissional e Emprego de Pessoas Deficientes	1983	18/05/1990	oui

conv	Thème	OIT	adop Brésil	actif
160	Estatísticas do Trabalho (Revista)	1985	02/07/1990	oui
161	Serviços de Saúde do Trabalho	1985	18/05/1990	oui
162	Utilização do Amianto com Segurança	1986	18/05/1990	oui
163	Bem-Estar dos Trabalhadores Marítimos no Mar e no Porto	1987	04/03/1997	oui
164	Proteção à Saúde e Assistência Médica aos Trabalhadores Marítimos	1987	04/03/1997	oui
166	Repatriação de Trabalhadores Marítimos	1987	04/03/1997	oui
167	Sobre a Segurança e Saúde na Construção	1988	19/05/2006	oui
168	Promoção do Emprego e Proteção Contra o Desemprego	1988	24/03/1993	oui
169	Sobre Povos Indígenas e Tribais	1989	25/07/2002	oui
170	Segurança no Trabalho com Produtos Químicos	1990	23/12/1996	oui
171	Trabalho Noturno	1990	18/12/2002	oui
174	Sobre a Prevenção de Acidentes Industriais Maiores	1993	02/08/2001	oui
176	Sobre segurança e saúde nas minas	1995	18/05/2006	oui
178	Relativa à Inspeção das Condições de Vida e de Trabalho dos Trabalhadores Marítimos	1996	21/12/2007	oui
182	Sobre Proibição das Piores Formas de Trabalho Infantil e Ação Imediata para sua Eliminação	1999	02/02/2000	oui
185	Sobre os Documentos de Identidade da gente do mar (Revista)	2003	21/01/2010	oui
189	Convenção e Recomendação sobre Trabalho Decente para as Trabalhadoras e os Trabalhadores Domésticos	2011	31/01/2018	oui

conventions de l'OIT non ratifiées par le gouvernement brésilien

conv	Thème	OIT
23	Relativa ao Repatriamento dos Marítimos	1926
63	Relativa às Estatísticas dos Salários e das Horas de Trabalho nas principais Indústrias Mineiras e Transformadoras, incluindo a Construção, e na Agricultura	1938
77	Relativa ao Exame Médico de Aptidão para o Emprego na Indústria das Crianças e dos Adolescentes	1946
78	Relativa ao Exame Médico de Aptidão de Crianças e Adolescentes para o Emprego em Trabalhos não Industriais	1946
87	Liberdade Sindical e Proteção ao Direito de Sindicalização	1948
90	Trabalho Noturno de Menores na Indústria (Revisão)	1948
121	Relativa a benefícios no caso de acidente do trabalho e enfermidades profissionais	1964
128	Prestações de Invalidez, Velhice e Sobreviventes	1967
129	Relativa à Inspeção do Trabalho na Agricultura	1969
143	Sobre as Imigrações Efectuadas em Condições Abusivas e Sobre a Promoção da Igualdade de Oportunidades e de Tratamento dos Trabalhadores Migrantes	1975
149	Sobre o Emprego e Condições de Trabalho e de Vida do Pessoal de Enfermagem	1977
150	Relativa à administração do trabalho	1978
156	Sobre a Igualdade de Oportunidades e de Tratamento para Homens e Mulheres Trabalhadores: Trabalhadores com Encargos de Família	1981
157	Preservação dos Direitos em Matéria de Seguridade Social	1982
172	Relativa as condições de trabalho (Hotéis e restaurantes)	1991
173	Proteção dos Créditos Trabalhistas na Insolvência do Empregador	1992
175	Sobre o Trabalho a Tempo Parcial	1994
177	Sobre o trabalho a domicilio	1996
179	Sobre a contratação e a colocação dos marítimos	1996
180	Sobre as horas de trabalho a bordo e a lotação dos navios	1996
181	Convenção Relativa às Agências de Emprego Privadas	1997
183	Sobre a proteção à maternidade	2000
184	Sobre a segurança e saúde na agricultura	2001
186	Convenção sobre Trabalho Marítimo	2006
187	Sobre o marco promocional para a segurança e saúde no trabalho	2006
188	Referente ao Trabalho na Pesca	2007